

AFFAIRES



PIERRE H. LESSARD SONGE À RESTER
LE PDG DE METRO RELUQUE AUSSI D'AUTRES ACQUISITIONS PAGE 3

S&P/TSX
12 910,87
+205,10 (+1,61%)

TSX CROISSANCE
2877,80
+30,92 (+1,09%)

QUÉBEC 30
1266,66
+9,35 (+0,74%)

DOW JONES
12 533,80
+56,64 (+0,45%)

DOLLAR
84,74 cUS
+0,19 c

Norbourg Les vendeurs de fonds paieront cher l'indemnisation

Les cotisations vont exploser

DENIS ARCAND

Les vendeurs de fonds communs et d'assurances verront leur cotisations annuelles exploser à la suite de l'indemnisation record de 31 millions de dollars accordée vendredi dernier par l'Autorité des marchés financiers à 925 investisseurs floués de Norbourg.

imposée aux 42 000 professionnels qui cotisent au fonds où l'AMF puisera les 31 millions, selon l'hypothèse que calcule Gilbert Lalonde, qui fut jusqu'en 2004 président du Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF), jusqu'à ce que cet organisme soit absorbé par l'AMF. Cette année, la cotisation pour un représentant en épargne collective est de 128\$. Le FISF est entièrement

financé par 42 000 représentants en épargne collective et en assurance et par d'autres professionnels des services financiers. À l'heure actuelle, le FISF contient près de 5 millions de dollars. Confronté à l'indemnisation de 31 millions, le FISF pourrait emprunter 26 millions si les investisseurs de Norbourg sont dédommagés cette année. La loi donnerait cinq ans au FISF, pour retrouver le point

d'équilibre, a dit vendredi dernier le président de l'AMF, Jean Saint-Gelais, quand il a annoncé l'indemnisation des 925 investisseurs. « Il faut donc s'attendre à des cotisations exceptionnelles pour recapitaliser le fonds et le ramener à son niveau actuel », a dit hier M. Lalonde, un professionnel des services financiers.

➤ Voir NORBOURG en page 4

Axcan convoite des activités de Pfizer
Axcan Pharma voit une occasion dans le plan de restructuration du géant américain.
PAGE 5

Vers une baisse de taux?
L'inflation modeste au Canada en décembre laisse espérer une baisse des taux d'intérêt.
PAGE 6

Pas de cris de joie pour Yahoo!
Les profits du groupe d'Internet chutent de 61% au quatrième trimestre 2006.
PAGE 9

Le CN à pleine vapeur
Le transporteur ferroviaire hausse ses profits de 34% au quatrième trimestre et accroît ses dividendes.
PAGE 12

CHIFFRE DU JOUR
10,4%
La Chine révisé la croissance de son économie en 2005, estimant désormais que son PIB a progressé de 10,4%. En août, elle l'avait estimée à 10,2% et non 9,9% comme annoncé au début de l'année.
Source: Bureau national des statistiques, cité par Agence France-Presse

RECHERCHONS PROJETS D'AFFAIRES
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
Acqui**z**ition.biz

LE BRUT REVIGORE TORONTO

BLOOMBERG

Le marché boursier canadien a réalisé hier son plus fort gain en trois mois grâce notamment aux producteurs de produits de base tels que Suncor Energy et Goldcorp dans un contexte de hausse des prix du pétrole et de l'or. Cette hausse est le résultat de conjectures voulant qu'il y ait des rachats dans les industries des ressources.

«Ce marché est très sensible aux fluctuations des prix dans le domaine énergétique et dans d'autres produits de base», explique Michael Sprung, président de Sprung & Co. Investment Counsel, à Toronto. «La consolidation sera le thème principal du secteur de l'énergie cette année, ajoute-t-il. Les gros acteurs internationaux surveillent attentivement le Canada.»

L'indice composite Standard & Poor's/TSX a grimpé de 205,10 points, ou 1,6%, à 12 910,87 points hier à Toronto, sa plus belle embellie depuis le 13 octobre dernier. L'indice de référence s'est élevé au-delà de son niveau de clôture de 2006 pour la deuxième fois seulement depuis le 2 janvier dernier. L'indice avait reculé de quelque 3,5% plus tôt au cours du mois au moment où une baisse des prix du pétrole et des métaux avait provoqué de

la défaveur à l'égard des titres des producteurs canadiens. Les sous-indices regroupant des titres énergétiques et de matières premières ont grimpé hier de 2,7% et de 3,9% respectivement, plus forts gains parmi les 10 groupes industriels que compte le Standard & Poor's/TSX. Ces deux groupes forment plus des deux cinquièmes de la valeur de l'indice. Le pétrole brut pour livraison en mars a clôturé à 55,04 \$US le baril, soit une hausse de 2,46\$ ou 4,7%, à New York, après que les États-Unis eurent annoncé leur intention de doubler la taille de la réserve stratégique de pétrole du pays. Ce bond a été le plus considérable depuis que les ouragans ont dévasté la côte du golfe du Mexique en septembre 2005.

➤ Voir BOURSE en page 4

PROGRESSION DES SOUS-INDICES DU S&P / TSX HIER	Matériaux de base
+3,87%	Énergie
+2,69%	Technologies de l'information
+1,20%	Produits industriels
+0,55%	Services publics
+0,50%	Services de télécommunications
+0,42%	Consommation discrétionnaire
+0,42%	Produits de consommation de base
+0,26%	Services financiers
+0,25%	Soins de santé
-0,62%	

Québec vantera ses cerveaux



MAXIME BERGERON
ENVOYÉ SPÉCIAL
DAVOS

C'est grâce à ses cerveaux que le Québec tentera de se démarquer cette année au Forum économique mondial de Davos.

D'ici à samedi, le ministre du Développement économique, Raymond Bachand, et son équipe multiplieront les rencontres en vue d'attirer de nouveaux « centres d'excellence » dans la province, comme celui qu'a implanté la multinationale Ericsson à Montréal pour faire de la recherche et du développement.

M. Bachand rencontrera notamment les représentants d'une série d'entreprises indiennes et japonaises avec lesquels il a établi des contacts ces derniers mois. Il discutera aussi avec les dirigeants de multinationales déjà présentes au Québec.

« Il y a un mélange d'entreprises établies qui songent à de nouveaux investissements dans des domaines autres (que leur activité principale), dont la société mère a d'autres divisions, et il y a d'autres entreprises qui ne sont pas établies chez nous », a dit le ministre pendant un point de presse peu après son arrivée à Davos.

Le Forum économique mondial se déroulera sous haute surveillance encore cette année. L'accès à la ville, nichée bien à l'abri tout en haut des Alpes suisses, est contrôlé par des barrages militaires. Des fils barbelés géants protègent aussi les installations stratégiques comme les lignes électriques majeures, a-t-on pu constater.

➤ Voir DAVOS en page 4

AUTRE TEXTE: PORTRAIT DU FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL À LIRE EN PAGE 2

Les Québécois sont-ils nés pour un petit pain?

Offert en librairie

ÉLOGE DE LA RICHESSE

ALAIN DUBUC

Des idées pour donner au Québec les moyens de ses ambitions

LES ÉDITIONS VOIX PARALLÈLES

POUR LES ABONNÉS LA PRESSE

CLUB PRIVILÈGES

JUSQU'À 30% DE RABAIS SUR CE PRODUIT

Pour en profiter cyberpresse.ca/privileges

LA PRESSE AFFAIRES

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

84,74 cUS

VARIATION +0,19 c

0,6503 €

VARIATION -0,0029 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US **1,1801** \$

UN EURO **1,5377** \$

AUTRES DEVICES

Australie	dollar	0,9360
Chine	renminbi	0,1518
Grande-Bretagne	livre	2,3402
Hong Kong	dollar	0,1514
Inde	roupie	0,0268
Japon	yen	0,0097
Mexique	peso	0,1079
Norvège	couronne	0,1847
Nouvelle-Zélande	dollar	0,8283
Suède	couronne	0,1692
Suisse	franc	0,9500

PÉTROLE

(WTI, contrat terme rapproché)

53,90 \$US

VARIATION 2,77 \$US

Light Sweet Crude **56,34** \$US

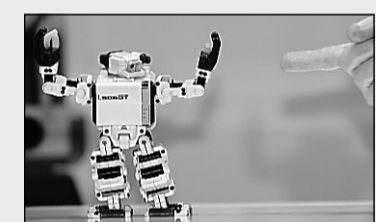
North Sea Brent **53,75** \$US

OR (NY Gold)

645,20 \$US

761,40 \$CAN

VARIATION +11,90 \$US



Le i-SOBOT, de Tomy.

Pour adultes nostalgiques

TOKYO — Le fabricant japonais de jouets Takara Tomy a annoncé hier la mise en vente d'un minirobot de la taille d'une main destiné à séduire les adultes nostalgiques des petits soldats de leur enfance.

Baptisé «Omnibot2007 i-SOBOT», le robot humanoïde de seulement 16,5 cm de haut et 350 grammes est dirigé à l'aide d'une télécommande, ou peut obéir à des ordres formulés à haute voix. Il peut également jouer de la musique et répondre par des mots simples à celui qui le dirige.

Il sera lancé en juillet au prix de 29800 yens (290 \$CAN) et vise les adultes de 20 à 30 ans ainsi que les jeunes pères de famille.

«Avec l'i-SOBOT, vous pouvez réaliser votre rêve : contrôler votre propre robot», a expliqué le directeur général de Takara Tomy, Hiroshi Kobayashi.

Les fabricants de jouets traditionnels au Japon, confrontés à l'intense concurrence des jeux vidéo et à la diminution du nombre d'enfants dans l'Archipel pour cause de déclin démographique, cherchent depuis plusieurs années à élargir leurs marchés en lançant des produits destinés aux adultes nostalgiques de leurs jeunes années.

— Agence France-Presse

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION	
		NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2431,41	0,34	0,01
S&P 500 (New York)	1427,99	5,04	0,35
Mexico Bolsa	26810,00	377,75	1,43
Brazil Bovespa Stock	44177,20	623,90	1,43
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3762,23	5,23	0,14
FTSE 100 (Angleterre)	6227,60	9,20	0,15
CAC 40 (France)	5575,07	-4,71	-0,08
DAX (Allemagne)	6678,93	-8,38	-0,13
IBEX 35 (Espagne)	14368,60	8,90	0,06
Milan MIB30 (Italie)	42047,00	86,00	0,21
Amsterdam Exchanges	502,82	-0,69	-0,14
OMX (Stockholm)	1175,13	-6,22	-0,53
Swiss Market (Suisse)	9105,50	3,35	0,04
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	17408,57	-15,61	-0,09
Hang Seng (Hong Kong)	20769,70	-2,52	-0,01
S&P/ASX 200 (Australie)	5735,00	0,00	0,00

LE FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL

Véritable PME des 1000 premières entreprises mondiales

LE FIGARO

Le Forum économique mondial (FEM), qui se tient actuellement à Davos, est une véritable entreprise, qui emploie à longueur d'année 250 personnes à Cologny, dans la banlieue chic de Genève, bien connue des émigrés fiscaux.

À quelques minutes en voiture du centre de Genève, Cologny est sans conteste l'une des communes les plus huppées de Suisse. Charles Aznavour, Jean-Claude Killy et quelques autres émigrés fiscaux de France, comme feu François Dalle, ex-patron de L'Oréal, y ont élu domicile. C'est dans ce cadre idyllique, avec vue imprenable sur le lac Léman, que le FEM a construit son siège. Ses équipes y travaillent à longueur d'année: un peu plus de 250 collaborateurs – moyenne d'âge 37 ans, de 42 nationalités différentes – qui, au moment du Sommet de Davos de la fin de janvier, coordonnent pas moins de 5000 personnes, en incluant les forces de sécurité.

Le maître de céans et fondateur du FEM en 1971, Klaus Schwab, d'origine allemande, qui a fait toute sa carrière de professeur de management à l'Université de Genève jusqu'en 2003, aime à le rappeler: «La réunion annuelle de Davos n'est que la partie visible de l'iceberg de ce que nous faisons au World Economic Forum (WEF).»

De ses splendides bureaux tout en verre et granit bleu du Brésil, construits à flanc de coteau, il surplombe les bâtiments de l'ONU, de l'OMC (Organisation

mondiale du commerce) et de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), lotis sur l'autre rive du lac, au pied du Jura. Tout un symbole. D'un côté, les grandes institutions publiques internationales qui contribuent à faire de Genève l'une des capitales politiques internationales les plus en vue. De l'autre, le Forum économique mondial qui incarne la mondialisation libérale des entreprises.

Fort modestement le FEM se présente comme une simple ONG (organisation non gouver-

Le Forum économique mondial, c'est un peu plus de 250 collaborateurs – moyenne d'âge de 37 ans, de 42 nationalités différentes – qui, au moment du Sommet de Davos de la fin de janvier, coordonnent pas moins de 5000 personnes, en incluant les forces de sécurité.

nementale) à but non lucratif. Son statut juridique est celui d'une fondation de droit suisse au capital de 17 millions de francs suisses (16 millions de dollars canadiens).

Les poids lourds de l'économie

Ses membres sont triés sur le volet. Comme l'explique André Schneider, qui a fait ses classes chez IBM, avant de devenir le directeur général et chef de l'exploitation du FEM en 1998, «ce sont pratiquement les 1000 entreprises les plus importantes de l'économie mondiale.

Nous avons constitué la liste en partant des classements du magazine *Fortune* et en nous efforçant de représenter équitablement l'ensemble des secteurs productifs.»

L'appartenance au club n'a évidemment rien d'obligatoire. Parmi les membres français, on remarque par exemple la Société générale, alors que BNP Paribas n'en est pas. «Il a de grands acteurs mondiaux qui refusent d'adhérer car ils ne voient pas l'utilité d'un tel réseau», admet André Schneider.

Derrière la bannière officielle quelque peu grandiloquente du FEM – «Engagés pour améliorer l'état du monde» – se cachent des finalités plus ordinaires d'un centre de rencontres. Responsable du «Réseau d'analyse des risques globaux», Thierry Malleret définit ainsi la spécificité du Forum économique mondial: «N'importe quelle grande compagnie d'assurance est en mesure d'identifier les risques et de fournir un travail d'experts. Notre force est de pouvoir faire se rencontrer des entreprises, des responsables politiques de haut niveau, des

régulateurs internationaux et des représentants de la société civile.»

Malgré son statut d'ONG, que lui reconnaît formellement le Conseil économique et social de l'ONU, le FEM se comporte comme une véritable entreprise. En bon stratège, il n'a de cesse de diversifier ses produits. L'habitude est désormais bien ancrée d'organiser des «sommets régionaux» (de huit à 10 par année) au Moyen-Orient, en Russie ou en Chine.

La règle veut que seules les entreprises participantes au Forum paient le droit d'entrée: 18000 francs suisses (17000 \$CAN) pour les dirigeants dont la compagnie verse sa cotisation annuelle de 35000 francs suisses, et 40000 francs suisses pour les autres. Et comme cela ne suffit pas, le WEF a mis en place des «partenariats croisés» – en clair des aides – avec quelque 130 entreprises, qui contribuent à hauteur de 40% à son budget annuel, aujourd'hui de 105 millions de francs suisses.

Autre ligne de diversification, le WEF est en train de lancer un nouveau club d'entreprises internationales, les «Global Growth Companies». Pas moins de 300 membres sont prévus d'ici à l'été prochain, qui regrouperont principalement les firmes asiatiques les plus prometteuses.

«Il y a 10 ans, personne ne connaissait Google. Nous voulons aider de telles entreprises en forte expansion à mieux s'intégrer dans le concert mondial», explique André Schneider.



PHOTO SEBASTIAN DERUNGS. REUTERS ©

La force du Forum qui se tient à Davos (notre photo), c'est de pouvoir faire se rencontrer des entreprises, des responsables politiques de haut niveau, des régulateurs internationaux et des représentants de la société civile.

Les moments forts de Davos depuis 2000

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — La 36^e présentation du Forum économique mondial de Davos s'ouvre aujourd'hui. Voici les moments forts depuis l'an 2000:

> 2000: Venus en force de la Silicon Valley, les patrons américains de la nouvelle économie décrivent un monde où Internet aura, en 10 ans, pénétré tous les espaces de la vie quotidienne, du PC au téléphone mobile, en passant par la télévision. Aux côtés de Bill Gates (Microsoft) ou Steve Case (AOL), Bill Clinton est le premier président américain à se rendre à Davos.

> 2001: Transformé en forteresse pour tenir à l'écart les manifestants, Davos s'inquiète du «retour de bâton contre la mondialisation». Le

Forum invite même dans son enceinte des pourfendeurs des multinationales, tels que les dirigeants de Greenpeace et Amnesty International. «Nous ne pouvons pas ignorer les protestations», plaide l'icône du capitalisme français, Jean-Marie Messier, alors président de Vivendi Universal.

> 2002: Pour la première fois en 32 ans, le Forum délaisse Davos et s'installe à New York, après les attentats du 11 septembre 2001, considérés comme symbole de la fragilité de la mondialisation. La manifestation à laquelle participent les chanteurs Bono (U2), Youssou N'Dour et Khaled tente d'adopter un ton plus humaniste pour évoquer le «terrorisme», le conflit israélo-palestinien et le ralentissement de la croissance, voire la récession économique.

> 2003: L'inconnue irakienne plane sur le grand rendez-vous économique annuel. À tous les débats sur les risques et les conséquences d'une guerre, une seule réponse préoccupe les entrepreneurs: l'incertitude. Le secrétaire d'État américain Colin Powell avertit que les États-Unis partiront en guerre seuls s'il le faut.

> 2004: Cravate interdite sous peine d'une amende de trois euros, décrètent les organisateurs du Forum qui se réunit dans une ambiance plus optimiste et décontractée que l'année précédente. Les Américains sont omniprésents, avec le vice-président Dick Cheney en invité-vedette. Aucun grand leader européen ne fait le déplacement.

> 2005: Davos prend des airs de forum de développement avec

des débats centrés sur la lutte contre la pauvreté. Le président français Jacques Chirac présente sa proposition de taxe internationale pour financer l'aide au développement, et les initiatives se bousculent en faveur de l'Afrique. L'actrice américaine Sharon Stone lance une quête pour les enfants en Tanzanie, collectant près de 1 million de dollars en quelques minutes.

> 2006: Le monde du sport est pour la première fois à l'honneur avec la présence du président du Comité international olympique, Jacques Rogge, celui de la Fédération internationale de football, Josep Blatter, et deux sportifs de légende: Pelé et Mohammad Ali. En l'absence des grands leaders politiques, le Forum revient à sa vocation première de lieu de rencontre de centaines de chefs d'entreprise.

METRO

Lessard songe à rester... et à acheter

LAURIER CLOUTIER

La chaîne de supermarchés Metro est encore en train d'intégrer A&P Canada, en Ontario, mais Pierre H. Lessard, président et chef de la direction, n'écarter pas de rester à la barre et de faire une nouvelle acquisition ailleurs au Canada.

Le contrat d'embauche de Pierre Lessard prend fin en avril 2008 et celui qui a transformé Metro depuis 1990 a jusqu'ici laissé croire qu'il allait alors prendre sa retraite.

Hier, par contre, après l'assemblée annuelle de Metro et une conférence de presse où il a beaucoup parlé d'avenir, Pierre Lessard a déclaré qu'il déci-

l'expertise pour réaliser une autre acquisition, dans les Maritimes ou l'Ouest canadien.

À la fin de son dernier exercice annuel, la chaîne Metro disposait de liquidités de 165,7 millions, d'une marge de crédit non utilisée de 400 millions et d'un ratio d'endettement de 39,3 %, malgré une dette de 1,1 milliard. Par ailleurs, son placement dans Alimentation Couche-Tard vaut 500 millions.

Pierre Lessard n'a pas l'intention de vendre ces actions de Couche-Tard sans d'abord identifier une acquisition d'importance. Avant de mettre la main sur A&P Canada, le 13 août 2005, le président a dû patienter sept ans, a-t-il rappelé hier.

millions, plutôt qu'à 60 millions comme prévu, selon le président.

Metro a cependant encore de nombreux défis à relever, a déclaré Pierre Lessard. La chaîne va notamment réduire cette année le nombre de ses bannières de magasins en Ontario (cinq actuellement) et harmoniser les marques maison de Metro et de A&P. Ces projets restent à peaufiner et le vice-président principal et chef de l'exploitation, Éric Richer La Flèche, n'a pas élaboré sur les résultats escomptés.

La croissance soutenue de Metro n'est pas finie, a assuré Pierre Lessard, mais les progrès ne pourront être aussi spectaculaires qu'après l'acquisition de A&P, qui a doublé sa taille. Le président ne voit pas toutefois pourquoi l'expansion de Metro ne pourrait pas continuer, et dans l'alimentation contrairement à Loblaw-Provigo qui s'est diversifiée,

pour affronter Wal-Mart, et devra bientôt sabrer 1000 emplois.

Au premier trimestre de son exercice 2007, complété le 23 décembre 2006, Metro a augmenté son bénéfice net de 112,2 %, à 67,9 millions, mais son chiffre d'affaires a diminué de 0,3 %, à 2,5 milliards. Metro explique cette baisse par le recul de ses ventes de tabac (un gros fournisseur a décidé de vendre directement aux supermarchés) et par la perte du volume de ventes du grossiste abitibien ADL, qui lui appartenait en partie, mais qui a été vendu à Sobeys-IGA l'automne dernier.

Metro détient maintenant 34 % du marché québécois, 24 % de l'ontarien et 16 % du canadien.

derait plus tard s'il renouvelle son contrat qui se termine dans plus d'un an. « Mon contrat se termine en avril 2008 et je verrai à ce moment-là si je le renouvelle. »

Le président a souligné que Metro, déjà au deuxième rang de son secteur au Canada pour les profits, veut dépasser le concurrent Sobeys-IGA à la deuxième place au pays pour le chiffre d'affaires, à moyen ou long termes. Metro se positionne ainsi comme potentiel acheteur de chaînes qui voudraient se mettre en vente.

Selon Pierre Lessard, Metro a le bilan financier, les capitaux et

Metro détient maintenant 34 % du marché québécois, 24 % de l'ontarien et 16 % du canadien. Hier, Pierre Lessard a encore été critiqué pour sa rémunération jugée excessive par Yves Michaud, président du Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires. La rémunération de M. Lessard a atteint « les limites du raisonnable ». Selon ses calculs, M. Lessard aura touché plus de 30 millions quand il aura exercé toutes ses options.

L'intégration de A&P a été un succès au cours de la première année et, en deux ans, les synergies devraient s'élever à 80

Restructuration chez Loblaw

Les producteurs québécois inquiets

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO

Les pertes d'emplois administratifs annoncées lundi par le géant alimentaire Loblaw, qui touchent aussi sa division Provigo au Québec, ravivent les inquiétudes d'accès au marché dans l'industrie agroalimentaire québécoise.

D'autant plus que cette cure minceur – jusqu'à 1000 postes d'ici neuf mois – parmi ses objectifs déclarés de centraliser davantage au siège social torontois les décisions d'achat du plus grand distributeur et détaillant en alimentation au Canada.

« De tels changements de la part d'une entreprise aussi grosse que Loblaw et sa division Provigo au Québec nous préoccupent parce qu'ils risquent de compliquer l'accès de nos entreprises, en particulier les PME, aux principaux décideurs d'achat », a indiqué Jacques Légaré, PDG du Conseil de la transformation agroalimentaire et des produits de consommation (CTAC).

À l'Union des producteurs agricoles (UPA), un porte-parole, Denise Audet, a aussi souligné que « tout ce qui touche l'accès aux acheteurs de Loblaw nous préoccupe, d'autant que l'entente spéciale sur ses achats au Québec, après l'acquisition de Provigo en 1998, est parvenue à échéance l'an dernier ».

Selon cette entente, Loblaw devait continuer d'acheter pour au moins pour 2,4 milliards de dollars par année auprès de fournisseurs québécois.

L'entreprise devait faire un rapport annuel aux principales instances de l'industrie agroalimentaire, dont le CTAC.

Au dernier compte rendu, au printemps 2006, Loblaw déclarait avoir dépassé les trois milliards par an en achats au Québec.

À ce moment, Jacques Légaré, du CTAC, avait indiqué à *La Presse Affaires* que « Loblaw a respecté la lettre de son entente, mais pas tout son esprit. Ses achats au Québec devraient être encore plus élevés, considérant la croissance de ses ventes totales ».

Mais hier, après les compressions administratives annoncées par Loblaw, M. Légaré s'est dit au moins rassuré par le dialogue en cours avec les dirigeants de l'entreprise.

« J'ai déjà eu une discussion ce matin (mardi) avec Daniel Tremblay, le vice-président de Loblaw/Provigo pour le Québec. Les changements sont prévus sur plusieurs mois, et leur ampleur finale au siège administratif régional (à



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE ©

La cure-minceur de Loblaw inquiète l'industrie agroalimentaire québécoise.

Montréal) sont encore incertains », a indiqué M. Légaré.

« Par ailleurs, il faut dire que Loblaw s'est doté à Montréal, il y a quelques mois, d'un facilitateur d'accès pour les PME agroalimentaires québécoises. Les plus grandes entreprises, elles, sont habituées à faire affaires avec Toronto. »

Par ailleurs, des rencontres de suivi entre des hauts dirigeants de Loblaw, de Montréal et de Toronto, sont en préparation pour la mi-avril. On prévoit la participation d'une cinquantaine d'entreprises membres du Conseil des transformateurs agroalimentaires.

Entre-temps, le Conseil tiendra son congrès annuel à Québec, à la mi-mars prochain. L'accès aux tablettes des grands distributeurs qui dominent le marché fera partie des principaux points au programme.

« À cet égard, Loblaw et Provigo représentent des difficultés d'accès comparables à celles des autres grands distributeurs, comme Métro et Sobeys/IGA, a indiqué M. Légaré.

« Mais dans le cas de Loblaw, nous devons surveiller l'ampleur de sa rationalisation administrative, et son impact sur les débouchés de nos membres. »

Patience pour les actionnaires

Pendant ce temps, en Bourse, l'ampleur et le coût de la restructuration chez Loblaw ont étonné nombre d'investisseurs, ainsi que les analystes qui l'ont à l'œil.

À la Bourse de Toronto, ses actions ont glissé de 3 % en matinée avant de terminer en baisse de 0,5 %, à 50,95 \$. Un nombre élevé de 1,2 million d'actions a changé de mains.

Selon des analystes, les actionnaires de Loblaw devront être patients, peut-être deux ans encore, avant d'y revoir un regain de rentabilité.

D'autant plus que les compressions gonfleront à plus de 400 millions les frais spéciaux de restructuration à inscrire à court terme aux résultats financiers de Loblaw.

Et ça, alors que ses actionnaires attendent encore les résultats tangibles des 4 milliards investis par Loblaw depuis trois ans pour se restructurer et rehausser sa compétitivité.

« Le cheminement de Loblaw vers la relance sera encore long. Et en ce sens, le rebond récent de ses actions en Bourse est prématuré », avertit l'analyste Irene Nattel, spécialiste du commerce de détail chez Marchés des capitaux RBC.

M^{me} Nattel maintient sa cote négative de (sous-performance) envers les actions de Loblaw, comme le fait son vis-à-vis Perry Caicco, analyste chez Marchés mondiaux CIBC.

« Ces grosses coupes de personnel administratif sont une première étape des prochains gros défis de Loblaw, d'autant qu'elles risquent d'affecter la gestion au niveau des magasins même », a écrit M. Caicco à ses clients.

« Or, Loblaw est déjà perçue par les consommateurs comme ayant perdu son caractère innovateur en produits et services. »

Pour la suite, les analystes attendront plus d'explications de la part des nouveaux hauts dirigeants de Loblaw, dont le président Galen Weston Jr, lors d'une conférence financière extraordinaire convoquée à Toronto, le 21 février prochain.

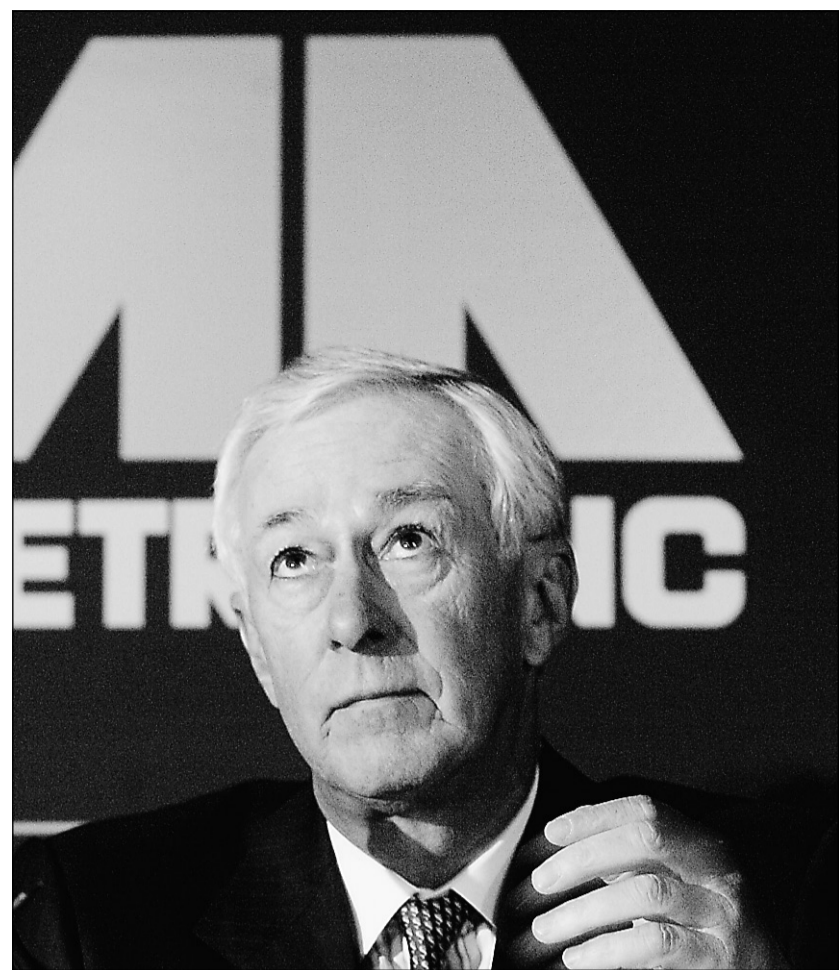


PHOTO MARTIN CHAMBERLAND LA PRESSE ©
Pierre Lessard, PDG de Metro, assure que la croissance de l'entreprise n'est pas terminée.

AVIS DE nominations

Guy Crevier, président de Gesca, est heureux d'annoncer les nominations suivantes :

Jean Durocher

Représentant de Gesca au sein des conseils d'administration de Workopolis, Livedeal.ca, Métro et le Réseau Olive Canada

Occupant déjà les fonctions de vice-président Ventes et marketing de *La Presse* et de président de Probec, Jean Durocher est nommé représentant de Gesca au sein des conseils d'administration des entités dans lesquelles l'entreprise détient une participation financière, soit : Workopolis, Livedeal.ca, Métro et Réseau Olive Canada. Dans le cadre de ses nouvelles responsabilités, il devra accompagner dans leur développement les entreprises dans lesquelles Gesca a investi des capitaux.

Avec près de trente ans d'expérience dans l'industrie des communications, Jean Durocher est une référence en tout ce qui concerne les stratégies marketing et les ventes publicitaires. Avant d'entrer chez Gesca en 2001, il a notamment occupé les fonctions de vice-président Ventes et marketing de TQS, de vice-président exécutif et chef de l'Exploitation auprès de Quebecor Communications, de vice-président Ventes et marketing du réseau TVA ainsi que de vice-président directeur général des Éditions Télémedia.



André Provencher

Président, Les Éditions Gesca

Déjà président de *La Presse Télé* et des Éditions *La Presse*, André Provencher se voit confier également la progression de ce journal dans la grande région de l'expansion accélérée de l'entreprise dans les secteurs de la télévision, des livres et des magazines. En parallèle, André Provencher pilotera plusieurs autres projets destinés à assurer la croissance et la diversification des revenus de Gesca. Pour pouvoir consacrer toute son énergie à ces unités d'affaires, André Provencher quitte ses fonctions de président et éditeur du *Soleil*.

Reconnu autant pour sa créativité que pour ses qualités de gestionnaire, André Provencher s'est distingué au service de plusieurs entreprises du secteur des communications et des médias, qu'il s'agisse de Radio-Québec, de Cogeco, de Télémedia, du Groupe Coscient et de TVA. Au sein de Gesca depuis 2001, il a occupé différentes fonctions, devenant d'abord président et éditeur du *Nouveliste* de Trois-Rivières avant de piloter le développement de nouvelles entreprises et de devenir président et éditeur du *Soleil*. En parallèle, il a siégé à plusieurs conseils d'administration en plus de présider de nombreuses campagnes au profit d'organisations bénévoles.



Claude Gagnon

Président et éditeur, *Le Soleil*

Claude Gagnon est nommé président et éditeur du quotidien *Le Soleil*. Il aura le mandat de poursuivre la croissance et le rayonnement de ce journal dans la grande région de Québec, en proposant un journal fidèle aux orientations de qualité et de rigueur qui font son succès. Expert dans le domaine des quotidiens, Claude Gagnon a déjà exercé ses talents de leader au sein de Gesca, d'abord au *Quotidien* du Saguenay-Lac-Saint-Jean, puis comme vice-président exécutif du *Soleil* et par la suite en tant que président et éditeur du journal *Le Droit*, poste qu'il occupe depuis 2002.

De 1994 à 2001, Claude Gagnon a cumulé les fonctions de président du *Progress* du Saguenay, d'éditeur du *Quotidien* et du *Progress-Dimanche*, période pendant laquelle il a également fondé et dirigé UniMarketing, une société spécialisée dans le télémarketing et la recherche. Engagé socialement et actif au sein de plusieurs comités et conseils, il est membre depuis 1977 de la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec et vice-président du conseil de l'Association canadienne des journaux depuis avril 2006.



Jacques Pronovost

Président et éditeur, *Le Droit*

Jacques Pronovost est nommé président et éditeur du quotidien *Le Droit*. Il aura le mandat de consolider la progression de ce journal dans les marchés très concurrentiels de la capitale fédérale et de l'Outaouais. Président et éditeur du quotidien *La Voix de l'Est* depuis 2000, Jacques Pronovost compte 30 ans d'expérience dans le monde de la presse écrite.

D'abord journaliste, puis directeur de l'information au *Nouveliste*, il a également été rédacteur en chef de *La Tribune*. Très engagé dans sa communauté, Jacques Pronovost a notamment reçu le « Prix des gens d'affaires humanistes 1992 », décerné par la Fédération canadienne des études humaines. Il a également publié les romans *Cœurs libérés* (Éditions MNH, 2002) et *Folie meurtrière* (Éditions GGC, 1998).



Guy Granger

Président et éditeur, *La Voix de l'Est*

Guy Granger est nommé président et éditeur du quotidien *La Voix de l'Est*. Il aura la tâche de poursuivre le développement de ce quotidien bien ancré dans la communauté de Granby et de ses environs. Président et éditeur des journaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean *Le Quotidien* et le *Progress-Dimanche* depuis 2001, Guy Granger cumule près de 30 ans de carrière dans les médias.

Après avoir exercé les fonctions de journaliste et de directeur de l'information de l'hebdomadaire *Le Canada français*, il est entré à *La Presse* en 1977 où il a occupé les postes de chef de pupitre, de responsable des projets spéciaux et d'adjoint au directeur de l'information. Par la suite, il a dirigé la création du site Cyberpresse, en 2000, avant d'être nommé président et éditeur du *Quotidien* et du *Progress-Dimanche* de Saguenay en 2001.



Gesca est une filiale en propriété exclusive de Power Corporation du Canada (TSE : POW). En tant que groupe de communications, Gesca édite sept quotidiens : *La Presse*, *Le Soleil*, *Le Droit*, *Le Nouvelliste*, *La Tribune*, *Le Quotidien* et *La Voix de l'Est*. Par ailleurs, Gesca produit des émissions de télévision et publie de nombreux magazines spécialisés ainsi que des livres. À travers sa nouvelle division Gesca Numérique, et ses filiales, l'entreprise exploite plusieurs sites Internet : Cyberpresse.ca, LaPresseAffaires.com, Technaute.com, MonToit.ca et MonVolant.ca. Elle possède également une participation dans Workopolis, le plus important site de cyberréclutement et de recherche d'emploi en ligne au Canada, en plus d'être associée au site électronique de petites annonces Livedeal.ca et au Réseau Olive Canada, le chef de file des réseaux publicitaires en ligne au Canada.

GESCA
LTÉE

3457608

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« Le courage, c'est affronter avec honneur le feu de l'ennemi. »

— Ernest Hemingway, écrivain

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

			5	7				
		9		3		1		
	1	6		8				3
		2			6		4	
	6			4		9		
		7	2			3		
	7	3	6					
6		5					1	
1				7		8		

Niveau de difficulté : MOYEN

0539

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

3	1	7	5	4	6	8	9	2
8	4	2	7	9	1	5	3	6
9	5	6	2	8	3	1	4	7
4	3	1	9	6	7	2	5	8
2	9	8	4	1	5	6	7	3
6	7	5	8	3	2	9	1	4
5	2	4	1	7	8	3	6	9
1	6	9	3	2	4	7	8	5
7	8	3	6	5	9	4	2	1

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary 0538

Les actionnaires de Bell disent oui au plan

ROSS MAROWITS
PRESSE CANADIENNE

Les actionnaires de Bell Canada se sont prononcés hier à plus de 95 % en faveur d'un plan d'arrangement prévoyant une réorganisation du capital de l'entreprise.

Ce plan, qui s'inscrit dans le processus de simplification de la structure du groupe BCE annoncée à la fin de l'année dernière, prévoit l'échange des actions privilégiées de Bell Canada contre des actions privilégiées de BCE comportant

les mêmes droits. L'arrangement prévoit aussi un dividende spécial unique de 20 cents par action privilégiée de Bell Canada en circulation immédiatement avant l'échange.

L'action de BCE a tout de même perdu 2 cents, à 29,13\$, dans un marché en forte hausse hier à la Bourse de Toronto.

Dans le cadre de ce processus, BCE entend, à sa prochaine assemblée annuelle des actionnaires en juin, s'appropriier le nom de Bell Canada, déjà porté par une de ses filiales.

Changement de garde chez Mamma.com

PRESSE CANADIENNE

Le vice-président à la direction du fournisseur de moteur de recherche Mamma.com, Martin Bouchard, a été nommé hier président-directeur général, à la suite de la démission de Guy Fauré.

Dans un communiqué publié en fin de journée, l'entreprise a annoncé que M. Fauré renonçait à ses fonctions pour aller tenter sa chance ailleurs. Il se retire aussi du conseil d'administration.

« Guy a joué un rôle clé dans l'évolution de Mamma.com, a commenté dans le communiqué le président à la direction de la société, David Goldman. Il a

dirigé la société de main de maître durant des périodes particulièrement difficiles. »

Cofondateur et ancien PDG de Copernic, M. Bouchard a fait le saut dans Mamma.com quand cette dernière a racheté Copernic. Il possède plus de 15 ans d'expérience dans le domaine des technologies de l'information, peut-on lire dans le communiqué. Il a été lauréat du grand prix de l'entrepreneur en émergence d'Ernst & Young du Québec en 2001.

Mamma.com est un métamoteur de recherche, tandis que Mamma Media Solutions se spécialise dans la technologie de recherche pour Internet et les



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE ©
Guy Fauré a démissionné de son poste de président-directeur général de Mamma.com. Il a été remplacé par Martin Bouchard.

Le brut revigore Toronto

BOURSE

suite de la page 1

L'action de Suncor Energy, deuxième exploitant mondial des sables bitumineux, a grimpé de 2,83\$ à 89,40\$. Le titre de Petro-Canada, troisième producteur canadien de pétrole et de gaz naturel, a progressé de 1,86\$ à 45,21\$.

L'action de Nexen Inc. a fait un gain de 2,94\$ à 72,28\$ et elle a même atteint le niveau de 73,35\$, un record. Le titre de ce producteur indépendant de pétrole et de gaz naturel ne cesse de grimper au milieu de rumeurs voulant qu'il recevra une offre de rachat de 20 milliards, ou 90\$ l'action, de la part de la société Total, de France, selon ce que rapporte le Globe and Mail. Les investisseurs achètent des actions de Nexen « juste au cas où », soutient le journal, qui cite un investisseur anonyme de Calgary.

Sean Noe, le porte-parole de Nexen, de même que Patricia Marie, une porte-parole de Total, ont refusé de faire des commentaires à ce sujet.

Les contrats à terme sur l'or pour livraison en février étaient aussi en hausse hier. Ils ont clôturé à 645,90

\$US l'once (+1,9%) à New York, un sommet depuis le 5 décembre dernier. La baisse de la valeur du dollar américain a fait augmenter la demande d'or qui apparaît comme un investissement de remplacement.

Le titre de Goldcorp, deuxième société aurifère au Canada, a grimpé de 1,84\$ à 31,64\$ alors que celui de Barrick Gold, premier producteur d'or au monde, s'appréciait de 1,20\$ à 34,63\$.

L'action de Yamana Gold, qui exploite des mines au Brésil, a progressé de 1,15\$, ou 8,2%, à 15,23\$, plus fort gain au sein de l'indice Standard & Poor's/TSX. Les dirigeants de l'entreprise, dont le PDG Peter Marrone, ont exercé des options et ont vendu des actions de Yamana plus tôt ce mois-ci, selon des dépositions faites auprès des autorités réglementaires au Royaume-Uni.

« Nous pensons que l'or est plus susceptible de grimper que de se déprécier cette année, indique M. Sprung. Il y aura aussi davantage de consolidation et c'est une préoccupation chez les plus grosses compagnies et celles de taille moyenne. »

Les cotisations vont exploser

NORBORG

suite de la page 1

M. Lalonde a simplement divisé les 31 millions de dollars par les 42000 cotisants et réparti le montant sur les cinq ans qu'accorde la loi au FISF pour rembourser.

« Il faut espérer qu'il n'y aura pas d'autre fraude à indemniser durant ces cinq années-là, a noté M. Lalonde. Malheureusement, ce n'est pas ce que l'expérience nous enseigne et ce n'est pas ce que nous prévoyions nos actuaire quand je présidais le Fonds. »

Selon l'AMF, le FISF débourse en moyenne 1,5 millions par année en indemnisations.

« Une telle cotisation serait dure. Mais par définition, c'est un risque professionnel que nous acceptons tous de prendre en travaillant dans ce milieu. Rien ne met le FISC et l'industrie à l'abri d'une fraude exceptionnellement élevée comme celle de Norbourg et qu'il faut indemniser », a dit M. Lalonde.

Le FISF est chapeauté et géré par l'AMF depuis 2004, a dit M. Lalonde, qui en fut son dernier président indépendant.

M. Lalonde n'a pas voulu porter

de jugement sur la décision prise par l'AMF d'indemniser seulement 925 investisseurs.

Mais il a dit regretter l'époque où la loi ne faisait pas porter « autant de chapeaux » au président de l'AMF. « C'est incestueux, définitivement. La fonction de président regroupe à la fois l'organisme qui indemnise et qui peut punir en suspendant les permis. À l'époque où la nouvelle loi (adoptée en 2003) a été examinée en commission parlementaire, nous avions recommandé au gouvernement de maintenir l'indépendance du FISF. Le gouvernement n'a pas retenu notre suggestion. »

L'indemnisation de 31 millions a été accueillie avec inquiétude dans le monde des services financiers. « Je ne connais personne dans l'industrie qui s'oppose à ce que les investisseurs floués soient indemnisés, mais compte tenu de la somme exceptionnelle en jeu, il aurait été souhaitable d'attendre la fin des recours juridiques », a dit hier Daniel Bissonnette, président de la firme de planification financière Planifax et membre fondateur de l'Association des courtiers indépendants multidisciplinaires (ACIM).

Mais la loi permet au FISF d'indemniser les victimes de fraudes commises par des représentants avant des condamnations, a rappelé Frédéric Alberro, porte-parole de l'AMF. Ce processus non judiciairisé permet d'indemniser les gens plus vite, précisément pour que les victimes ne soient pas entièrement à la merci de procédures qui sont toujours longues.

Sans remettre en question l'indemnisation des victimes, M. Lalonde a observé que le gouvernement du Québec devra envisager la possibilité de contribuer. « Si on continue à avoir de telles réclamations, certains cotisants risquent de ne pas pouvoir suivre, car leur rémunération ne suit pas les hausses de cotisations. Il y a un certain point à partir duquel ça va cesser d'être viable pour une partie du secteur des services financiers. »

Pour récupérer une partie des fonds versés aux victimes, le FISF a aussi le droit de poursuivre les représentants fautifs au civil en dommages et intérêts, une fois ceux-ci condamnés au criminel ou au pénal, a dit le porte-parole de l'AMF. Cependant, rien de spécifique n'est actuellement envisagé à ce chapitre.

AFFAIRES
700
710 OCCASIONS D'AFFAIRES

CHINE - Mission commerciale privée en Chine du 18 au 28 mars 2007. Nombre limité de participants. 514-666-1112

VOUS VOULEZ GAGNER 100 000\$ ET+/AN?
Temps plein ou partiel. Produit exclusif, technologie certifiée et utilisée par la NASA pour réduire la pollution environnementale. Protégeons notre santé et celle des autres. Personnes sérieuses seul. Partout au Canada. **Bienvenue au gens de marketing de réseau.** Pour entrevue: 1-866-399-4040. **La solution pour un lendemain meilleur!**

715 FINANCEMENT
IRE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

AI 1ère, 2e, aucun boni, contrats rapides.
Notaire Laberge jour, soir, (514) 729-4332.

PRÊTEZ votre argent particulier à particulier par **PRETBEC ctrr imm Agréé et Finances** Emprunter avec intérêt 7 à 15% **450-688-7212**

PRÊTS 1ère, 2e hyp., bal. de vente, rés., comm., équipements, cas spéciaux. Me Rémillard 514-767-5331

AVIS
800
800 AVIS LÉGAUX

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE LAVAL
No 540-43-000797-071
COUR DU QUÉBEC CHAMBRE DE LA JEUNESSE
À: **Mireille Auguste**
adresse inconnue
ORDONNANCE

Le tribunal vous avise qu'une requête introductive pour décision devant le tribunal le **13 mars 2007, à 9h30 heures**, en **salle 3.16 du Palais de justice de Laval** et le tribunal pourra, à cette date, procéder à l'audition de la cause et prononcer un jugement par défaut contre vous conforme aux conclusions contenues dans la requête introductive d'instance, à moins que vous ne soyez présente au tribunal à cette date.

Laval, le 8 janvier 2007

Diane Boivin
GREFFIER
Cour du Québec
Chambre de la jeunesse

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM
9038-7259 QUÉBEC INC.
AVIS est par les présentes donné que «**9038-7259 QUÉBEC INC.**» demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre conformément aux dispositions de la Loi sur les compagnies. Jacques VIENS, notaire et Procureur de la compagnie

Québec vantera ses cerveaux

DAVOS

suite de la page 1

Une fois sur place, la surveillance demeure omniprésente. Chaque personne peut se faire demander son passeport à tout moment, et les médias ont un accès restreint aux divers ateliers.

Les organisateurs du Forum tiennent à tout prix à éviter les débordements observés au cours de la dernière décennie, alors que des manifestants altermondialistes avaient causé des dommages importants aux installations – et à l'image – de Davos.

Pendant un point de presse, le premier ministre Jean Charest a tenu à justifier la présence du Québec à ce Forum que plusieurs jugent trop élitiste. « C'est l'occasion pour le Québec de faire entendre sa voix,

d'avoir des contacts privilégiés avec un certain nombre de décideurs. »

Durant son séjour, Jean Charest aura notamment l'occasion de rencontrer le nouveau président du Mexique, Felipe Calderón, tout comme le ministre de l'Industrie de l'Inde, Kamal Nath, et le commissaire au Commerce de la Commission européenne, Peter Mandelson.

Encore une fois, le premier ministre a aussi voulu réduire les attentes de retombées immédiates.

« Il n'y aura pas de grandes annonces pendant la visite actuelle, ce n'est pas l'approche que privilégie le gouvernement du Québec, a-t-il dit. Nous voulons profiter de cette rencontre pour faire le point. Entretien nos relations avec les investisseurs. Nous, l'approche que nous avons privilégiée, c'est d'annoncer l'investissement au Québec

une fois qu'il est réalisé. »

Le travail de la délégation du Québec – qui comprend aussi les présidents d'Investissement Québec, de la SGF et de la Caisse de dépôt –, en est un de longue haleine, a tenu à ajouter le ministre Raymond Bachand. Pour la présente édition, qui commence aujourd'hui, plus de 2400 politiciens et chefs d'entreprises parmi les plus influents au monde sont attendus à Davos au cours des prochains jours. La raison d'être officielle du Forum est de débattre des grands enjeux mondiaux comme les changements climatiques et la pauvreté, mais bon nombre de participants viennent d'abord et avant tout pour y brasser de grosses affaires.

Le premier ministre Jean Charest participera comme panéliste à deux ateliers.

AVIS
800

800 AVIS LÉGAUX
SOYEZ avisés que **Me MICHEL CODERRE**, pratiquant auparavant comme membre de la société Cabinet Coderre S.E.N.C., pratique depuis le 10 janvier 2007 au sein de la Société d'avocats Lexcellence Inc.

PARIS 6 vols par semaine au départ de Montréal avec Air Transat

Vols aller-retour
Classe Club : un monde de privilèges

Un espace de confort et de service personnalisé vous attend. Sélection de sièges gratuite • Sièges en cuir plus larges • Choix de repas et de vins raffinés • Service prioritaire, et plus.

Janvier et février à partir de **999\$**

Forfait Plus
vol | hôtel | petits déjeuners | transfert
Hôtel Mercure Montmartre 3^o

18 et 25 février 4 nuits à partir de **1099\$**

Communiquiez avec votre agent de voyages dès aujourd'hui!

VACANCES transat

Prix par personne incluant les taxes, rabais et frais de dossiers du grossiste. VOLS : Prix valides pour des dates spécifiques en janvier et février 2007. FORFAIT PLUS : Prix valides pour le 18 et 25 février 2007, en occupation double. Nouvelles réservations seulement. Sujet à la disponibilité au moment de la réservation. Vols exploités par Air Transat. Air Transat et Vacances Transat sont membres de Transat A.T. inc. Titulaires d'un permis du Québec.

Prix excluant le 3,50\$ par tranche de 1000\$ des services achetés au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

20 ans
Tout un monde!

EN BREF

Johnson & Johnson
hausse ses ventes

Le groupe pharmaceutique américain Johnson and Johnson a enregistré une augmentation de 10 % de son bénéfice net en 2006, à 11,05 milliards US, en raison d'une bonne hausse des ventes aux États-Unis et à l'étranger. Sur le quatrième trimestre, l'augmentation a été un peu plus faible (+3,5 %) à 2,168 milliards US, a précisé hier le groupe dans un communiqué. Le bénéfice par action s'est établi à 74 cents US sur le trimestre mais grimpe à 81 cents US sans les éléments exceptionnels inscrits sur l'exercice et liés à l'acquisition de la division produits d'hygiène de Pfizer. Les attentes des analystes étaient de 79 cents US. Le chiffre d'affaires a progressé de 8,5 % sur le trimestre, à 13,7 milliards US, et de 5,6 % sur l'année, à 53,3 milliards US.

AFP

L'Oréal propulsée
par JP Morgan

L'action L'Oréal a connu une forte hausse hier, soutenue par un relèvement de recommandation de JP Morgan qui juge le titre peu cher par rapport aux autres valeurs du secteur et table sur de meilleures perspectives du groupe en 2007. L'action de L'Oréal a enregistré une progression de 2,7 euros, ou 3,6 %, à 76,95 euros. La banque d'affaires JP Morgan a relevé sa recommandation sur le titre du leader des cosmétiques à « surpondérer », comparativement à « neutre » auparavant, et a relevé son objectif de cours à 85 euros, par rapport à 74,40 avant. Selon JP Morgan, le titre reste l'un des moins chers par rapport à ses concurrents du secteur et le groupe bénéficie de meilleures perspectives en 2007 par rapport à 2006. Le courtier prévoit une augmentation de 6,4 % des ventes de L'Oréal en 2007.

AFP

Clarins prend quelques rides

L'action Clarins a perdu 2,2 % hier après l'abaissement de la recommandation de la banque suisse UBS sur l'action du fabricant de cosmétiques, qui pourrait subir une concurrence plus vive à l'avenir et semble déjà bien valorisée, selon elle. Le titre a reculé à 55,45 euros à la Bourse de Paris, à 70,65 euros, dans un marché en hausse de 0,26 %. Eva Quiroga, analyste d'UBS, a abaissé sa recommandation sur l'action Clarins à « neutre » comparativement à « acheter » auparavant, en avertissant d'une « intensification de la concurrence à moyen terme ». Par ailleurs, « le titre n'offre plus une marge d'appréciation suffisante », estime l'analyste d'UBS. « Même si les nouveautés lancées récemment par Clarins nous paraissent aller dans le bon sens (en particulier la gamme de produits réservés aux hommes), nous avons le sentiment qu'elles sont d'ores et déjà largement intégrées au cours », explique-t-elle. « La concurrence devrait s'intensifier à notre avis à moyen terme ; elle proviendra à la fois d'acteurs déjà présents sur le marché cherchant à se repositionner (Guerlain par exemple), ainsi que de nouveaux venus », ajoute l'analyste.

AFP

Axcan lorgne des activités de Pfizer

DENIS ARCAND

Axcan Pharma, de Mont-Saint-Hilaire, voit une occasion d'affaires dans le plan de restructuration annoncé lundi par le géant pharmaceutique Pfizer.

La multinationale américaine compte se départir de ses projets dans le domaine gastro-entérologique.

Axcan, une petite pharmaceutique spécialisée en gastro-entérologie, est intéressée et suivra la situation, a indiqué hier Isabelle Adjahi, la responsable des communications.

« Le communiqué de Pfizer est vague et on ne sait pas exactement ce qu'ils pourraient décider d'externaliser, ni si vendre est une option, ni selon quelles modalités », a dit M^{me} Adjahi.

Pfizer, laconique, a indiqué qu'elle « entend quitter la recherche en gastro-entérologie (...), mais continuera à développer des composés déjà en développement, tout en recherchant des opportunités externes dans ce domaine ». Une porte-parole de Pfizer Canada a indiqué hier ne rien pouvoir ajouter au communiqué.

« Du côté d'Axcan, c'est trop tôt encore pour même savoir quels produits notre département de développement des affaires pourrait trouver intéressants, a dit M^{me} Adjahi. Cela étant, dans le passé, Axcan a acheté plusieurs médicaments de firmes pharmaceutiques désireuses de réduire leur présence dans le créneau gastro-entérologique. On verra. »

Le principal actif sous prescription de Pfizer en gastro-entérologie est un médicament sur ordonnance pour le traitement du cancer colorectal, le Camptosar.

Axcan pourrait aussi jeter un coup d'œil à des médicaments expérimentaux non encore commercialisés par Pfizer, s'ils sont mis en vente. « Pfizer a des médicaments en développement pour le



PHOTO FRANCOIS LENOIR, REUTERS ©

Le principal actif sous prescription de Pfizer en gastro-entérologie est un médicament sur ordonnance pour le traitement du cancer colorectal, le Camptosar. Axcan s'intéresse aussi à d'autres médicaments expérimentaux. Sur la photo, une vue du siège social de Pfizer en Belgique.

reflux gastrique, l'hépatite B et C et les maladies inflammatoires de l'intestin », a indiqué la porte-parole d'Axcan.

Ces produits sont plus risqués, puisqu'on ne sait pas s'ils seront efficaces et approuvés par les autorités réglementaires. En 2003, Axcan a acheté d'Abbott un médicament expérimental, ITAX, contre la dyspepsie fonctionnelle. ITAX a échoué au terme de coûteux essais cliniques, en septembre 2006.

Pfizer a aussi une panoplie de médicaments disponibles en vente libre (sans prescription), et qui sont peu susceptibles d'intéresser Axcan, soit Doxi-

dan (laxatif), Dramamine (nausées), Emétrol (nausées), Gelusil (anti-acide, anti-ballonnement), Kaopectate (anti-diahrétique), Roloids (anti-acide), Zantac (anti-acide).

L'abandon de la recherche en gastro-entérologie par Pfizer a été annoncé lundi dans le cadre d'une vaste restructuration qui verra 10000 employés perdre leurs postes dans le monde, dont, possiblement, un nombre encore indéterminé au Canada.

L'action d'Axcan a clôturé hier en baisse de 6 cents, à 17,84\$, à la Bourse de Toronto.



Osez quitter le bureau.



COURRIEL • TÉLÉPHONE • INTERNET • AGENDA ÉLECTRONIQUE • PREND EN CHARGE WORD, EXCEL, POWERPOINT

Arrivez plus tard, partez plus tôt ou encore pourquoi ne pas y aller du tout? Oui, c'est possible avec le nouveau téléphone intelligent Treo™ 680 de Palm®. Puisque vous pouvez envoyer et recevoir des courriel de votre compte professionnel sur la

route,* accéder à Internet, afficher des fichiers joints, vérifier votre calendrier, chercher un contact et profiter évidemment des mêmes fonctions que celles d'un téléphone de bureau. À quel prix pouvez-vous vous libérer de votre bureau? Seulement **299\$***.

ÉCRAN TACTILE • VISUALISEUR PDF • SMS/MMS • APPAREIL PHOTO • VIDÉO • CHANSONS • NOUVEAUTÉS DE PALM

Disponible exclusivement au Canada à 

1 866 905 1665

www.palm.com

*Le prix de vente suggéré du téléphone intelligent est de 299 \$. Le prix de 299 \$ s'applique dans le cadre d'un abonnement de trois ans à un forfait de téléphonie et/ou de transmission de données à partir de 40 \$ par mois ou à un forfait téléphonie et transmission de données à partir de 75 \$ par mois. **Dans les zones de couverture sans fil uniquement. Le courriel, l'Internet et la messagerie nécessitent des services de données d'un fournisseur de services sans fil facturés séparément. ISP et/ou VPN peuvent aussi être nécessaires. ©2006, Palm, Inc. Tous droits réservés. Palm et Treo font partie des marques de commerce ou des marques de commerce déposées appartenant à ou sous licence de Palm, Inc. Tous les autres noms de marque ou de produit sont ou peuvent être des marques de commerce de leurs propriétaires respectifs, et sont utilisés pour identifier les produits ou les services.

MITTAL CANADA INC.



Denis Fraser

Le Conseil d'administration de Mittal Canada Inc. est heureux d'annoncer la nomination de M. Denis Fraser au poste de président et chef de la direction de l'entreprise. Il remplace M. Richard Leblanc, qui a annoncé son départ à la retraite à la fin de l'année 2006.

En poste chez Mittal Canada depuis 1999 et premier vice-président et chef de l'exploitation depuis 2002, M. Fraser connaît bien l'entreprise et saura la faire progresser avec son équipe de gestionnaires chevronnés.

Avant d'entrer au service de Mittal Canada, M. Fraser avait acquis une expérience de gestion diversifiée au sein d'une grande société pétrolière canadienne où il a travaillé pendant plus de 18 ans.

M. Fraser est titulaire d'un baccalauréat en génie mécanique de l'École Polytechnique de Montréal et d'un MBA de l'Université McGill. Il est membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec et président de la Table de concertation de l'industrie métallurgique du Québec.

Filiale d'Arcelor Mittal, nouveau géant mondial de l'acier, la société Mittal Canada compte 2600 employés à ses divers sites d'exploitation situés au Québec et en Ontario. Mittal Canada a une capacité de production de 25 millions de tonnes et un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars. Mittal Canada fabrique une vaste gamme de produits et sert des marchés de pointe, tant au Canada qu'aux États-Unis.

Arcelor Mittal est le numéro un mondial de la sidérurgie, avec 330 000 employés dans plus de 60 pays. La société a une capacité de production de 130 millions de tonnes et un chiffre d'affaires de plus de 65 milliards de dollars américains.



www.mittalsteel.com

3457186

LA PRESSE AFFAIRES

La confiance règne chez les PDG

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — La confiance des chefs d'entreprise a atteint un niveau record sur le plan mondial, plus de 90 % d'entre eux se disant optimistes quant à une croissance du chiffre d'affaires de leurs sociétés en 2007, d'après une étude du cabinet PricewaterhouseCoopers publiée hier.

Il s'agit du meilleur résultat constaté depuis cinq ans, selon cette enquête réalisée auprès de 1100 dirigeants interrogés dans 50 pays et publiée à l'occasion du Forum économique mondial réuni à Davos.

À plus long terme, 93 % d'entre eux se disent également confiants quant à une croissance effective de l'activité de leurs entreprises sur les trois prochaines années.

Qu'ils dirigent de grandes ou de petites entreprises, les PDG « affichent une attitude de plus en plus positive face à leur capacité à développer leurs entreprises et à tirer profit des opportunités offertes par la globalisation pour de nouveaux marchés, de nouveaux produits et de nouveaux clients », estime Samuel DiPiazza, PDG de PricewaterhouseCoopers.

Les dirigeants interrogés prévoient notamment une poursuite de la croissance au Brésil, en Russie, en Inde et en Chine et des opportunités considérables au Mexique, en Indonésie, au Vietnam, en Corée et en Turquie.

La mondialisation continue est jugée « bénéfique » tant pour les pays développés que pour les pays émergents par les trois quarts des dirigeants d'entreprises.

Seule ombre au tableau, les contraintes réglementaires excessives qui préoccupent de plus en plus les dirigeants (73 % contre 64 % l'an dernier). Ces préoccupations sont particulièrement vives en Asie-Pacifique en raison d'une « pénurie imminente de compétences clés », évoquées par 88 % des dirigeants dans la région contre 72 % à l'échelle mondiale.

TIMIDE INFLATION AU PAYS

Vers une baisse du taux directeur?

PHILIPPE MERCURE

Les tensions inflationnistes restent timides au pays, si bien que les économistes voient un maintien ou même une baisse du taux directeur d'ici l'été dans leur boule de cristal.

Selon Statistique Canada, les Canadiens ont déboursé 1,6 % de plus pour leurs biens et services en décembre par rapport à l'année précédente. Cela se compare à un taux annualisé de 1,4 % en novembre.

L'accélération de l'inflation est largement attribuable au prix de l'essence, qui a grimpé de 4,1 % après plusieurs mois de baisse. Le coût de remplacement par le propriétaire — un indice qui reflète le coût des maisons neuves — a aussi augmenté de 8,2 % au pays, entraîné par la frénésie qui frappe l'Alberta où la hausse de décembre a dépassé les... 43 %!

Entre novembre et décembre, les Canadiens ont aussi déboursé davantage pour leurs cigarettes (+1,6 %), l'entretien de leur logement (+1,7 %) et le coût de leur hypothèque (+0,4 %). Des rabais associés aux ventes d'automne combinés aux ventes du temps des Fêtes ont toutefois donné un répit au portefeuille côté habillement, madame bénéficiant d'une baisse de 5,4 % sur ses vêtements, tandis que monsieur notait un recul de 5,1 % sur le prix des siens.

Résultat net : le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation a augmenté pour un quatrième mois consécutif... ce qui est loin d'inquiéter les économistes.

C'est que l'indice de référence, qui exclut les composants les plus volatils de l'inflation comme les prix de l'essence, a surpris plusieurs observateurs en chutant de 0,2 % entre novembre et décembre pour s'installer à 2 %. Les écono-

mistes sondés par l'agence Bloomberg le voyait plutôt à 2,3 %.

Or, c'est cet indice que regarde la Banque du Canada pour orienter sa politique monétaire, puisqu'il « donne une meilleure indication de la tendance de fond de l'évolution des prix au Canada », explique Benoit P. Durocher, économiste au Mouvement Desjardins.

La Banque du Canada, qui aime voir cet indice quelque part entre 1 et 3 %, le trouve donc exactement au milieu de la fourchette. « On pensait que ça prendrait quelques mois avant d'en arriver là, on a un peu devancé l'objectif », dit M. Durocher.

Pour lui, cette situation donne une marge de manœuvre à la Banque du Canada. Elle semble pour l'instant ne pas vouloir toucher à son taux directeur, « mais il y a peut-être de la place à une légère baisse des taux directeurs à partir du printemps ou de l'été si,

comme on le pense, la croissance économique est un peu plus faible que ce que prédit la Banque du Canada pour la première moitié de 2007 », dit M. Durocher.

La Financière Banque Nationale juge de son côté les tensions inflationnistes « très timides ». « Si on combine ça aux faibles ventes au détail annoncées ce matin (hier) je ne verrais pas pourquoi il n'y aurait pas de baisses de taux au Canada d'ici le milieu de l'année », dit Éric Dubé, économiste à la FBN, qui prédit que la faiblesse du dollar canadien devrait aussi se poursuivre pour les deux premiers trimestres de l'année.

Encore une fois, l'inflation a présenté d'importantes variations régionales, atteignant 4,7 % en Alberta contre 1,1 % au Québec et en Ontario en décembre. Pour l'ensemble de l'année, les prix ont augmenté de 2 % en moyenne au pays, contre 2,2 % en 2005 et 1,9 % en 2004.

ALUMINIUM

Caillé veut de la transformation

MARIE TISON

L'industrie de l'aluminium doit changer son attitude et commencer sérieusement à faire de la transformation au Québec.

C'est l'appel qu'a lancé hier l'ancien président d'Hydro-Québec, André Caillé, dans le cadre d'un déjeuner-conférence organisé par l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie (AQME).

En décembre dernier, le gouvernement québécois a annoncé qu'il accorderait un bloc d'énergie additionnel de 225 mégawatts au tarif L (industriel) à Alcan à partir de 2010 pour lui permettre de mettre en oeuvre un ambitieux programme de développement de plus de deux

milliards de dollars au Saguenay-Lac-Saint-Jean pour la production de métal primaire. L'entreprise bénéficiera également de prêts sans intérêts de 400 millions et d'avantages fiscaux de 112 millions.

M. Caillé a affirmé que la production de métal primaire commençait à coûter cher.

« Tout le monde sera content le jour où une aluminerie québécoise demandera un bloc d'électricité pour transformer ici les lingots d'aluminium, a-t-il soutenu. Le jour où on fera ça, on aura une perception totalement différente des compagnies qui produisent de l'aluminium au Québec. Nous allons tous chanter en choeur leurs louanges. »

Il a affirmé que tant qu'à exporter des lingots d'aluminium fabriqués grâce à des tarifs d'électricité favorables, il serait plus simple pour le Québec d'exporter directement son électricité et d'emporter les bénéfices.

Au lieu de simplement prononcer une allocution devant l'AQME, M. Caillé a participé à une session de questions et réponses avec Jean-Marc Carpentier, l'auteur de l'essai *L'énergie sans frontières*, rédigé à partir d'entrevues avec M. Caillé. L'ancien président d'Hydro-Québec a ainsi abordé divers sujets comme le marché mondial de l'énergie et les défis énergétiques du Québec.

Il a profité de l'occasion pour déplorer la prolifération des groupes de pression au Québec. « Il est important que la démocratie s'exprime le jour des élections, pas entre les élections par des groupes de pression, a-t-il affirmé. Le jour où tout le monde va penser qu'il est plus important d'être membre d'un groupe de pression pour

influencer les politiciens que d'aller voter le jour des élections, je ne suis pas sûr que nous serons bien avancés. »

Il a soutenu qu'il appartenait au parti au pouvoir de mettre en oeuvre le programme qui l'avait fait élire, sans « virer de bord » devant le premier groupe de pression venu.

M. Caillé, actuellement président du Conseil mondial de l'énergie, a tenu à préciser que cette opinion n'avait rien à voir avec le fait qu'il songeait à se lancer sur la scène politique. « Je suis toujours en réflexion », s'est-il contenté de dire. Il a plutôt fait référence aux difficultés vécues par Hydro-Québec face à de tels groupes de pression, notamment dans le cadre des travaux de la Régie de l'énergie.

Selon l'ancien président d'Hydro-Québec, la Régie devrait demander aux personnes qui se présentent devant elle d'indiquer pour qui elles travaillent et de décliner leurs compétences. Cela permettrait de « recalibrer » le débat.

Salon du BATEAU

de Montréal

SOUS LE SOLEIL

du 1^{er} au 5 février 2007

Encore plus à DÉCOUVRIR

Heures d'ouverture:
Jeudi et Vendredi: 12h à 21h
Samedi: 10h à 21h
Dimanche: 10h à 18h
Lundi: 11h à 17h

PLACE BONAVENTURE

à gagner 5000\$ et une journée de voile pour 2 personnes

ACTIVITÉS :

- Conférences (pour connaître l'horaire détaillé, consulter notre site internet au www.salondubateau.com)
- Aventure en voilier aux Iles Baïa au Honduras avec **Louis Charbonneau**
- L'océan prédateur : témoin et victime avec **Georges Leblanc**
- Équiper son embarcation de pêche, avec **Patrick Campeau**
- Les bateaux écologiques avec **Alain Braut**
- Qu'est-ce qu'on mange sur un bateau de plaisance présenté par l'**Académie culinaire**
- Venez entendre le groupe **Serre l'Écoute**, (samedi et dimanche) vous interpréter des mélodies à saveur d'eau et de bateaux
- Voir, le fleuve St-Laurent en photos
- Faire de la voile virtuelle
- Arrêtez-vous au Centre AMQ / Découvrez le Nautisme

Prix d'entrée (taxes incluses)
Admission générale: 10,00\$
Étudiants / Age d'or: 7,00\$
Enfants accompagnés: 3,50\$ (6 à 12 ans)
Enfants 5 ans et moins: Gratuit

Partenaires: NautiMax, AMQ, PATTISON, TVR, LA PRESSE, CITE, 20 ans

IFM

INSTITUT DE FINANCE MATHÉMATIQUE DE MONTRÉAL

INSTITUT DE FINANCE MATHÉMATIQUE DE MONTRÉAL

INSTITUT DE FINANCE MATHÉMATIQUE DE MONTRÉAL

« ATELIERS DE FORMATION AVANCÉE EN FINANCE ET CONFÉRENCES »

CALENDRIER 2007		
DATES	THÈMES	COLLABORATEURS
15 et 16 MARS	Simulations Monte Carlo appliquées à la finance	Geneviève Gauthier Jean-Guy Simonato HEC Montréal
12 et 13 AVRIL	Conférence internationale Credit and Operational Risks: Are we ready for Basel II	Georges Dionne HEC Montréal
6-7 et 8 MAI	Conférence internationale Construction de portefeuille alternatif dans un contexte multi-attribut	Komlan Sedzro ESG-UQAM Belaid Aouni Laurentian University
17 et 18 MAI	Corporate Risk Management	Amrita Nain Art Dumev Université McGill
7 et 8 JUIN	Conférence internationale Global Asset Management	Sergei Sarkissian Vihang Errunza Université McGill
18 et 19 JUIN	La théorie des copules et ses applications en finance	Christian Genest Michel Gendron Université Laval
20 et 21 SEPTEMBRE	Single-Name Credit Analytics	Jan Ericsson, Université McGill
18 et 19 OCTOBRE	Performance Analysis of Mutual Funds and Hedge Funds	Ivan Meier Nicolas Papageorgiou HEC Montréal
15 NOVEMBRE	Simulation techniques for American Option pricing under GARCH (activité de veille de 3 heures)	Lars Stentoft HEC Montréal

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec

Madame Denise Morin
Institut de finance mathématique de Montréal (IFM2)
Tél.: (514) 987-0409 III Téléc.: (514) 987-3071
Courriel : ifm2@uqam.ca / www.ifm2.uqam.ca

Participez à

BOURSTAD

plus de 20 000\$ en prix

Gérez un portefeuille virtuel de 100 000\$ pendant neuf semaines et gagnez sur tous les plans!

Simulation d'investissements financiers

Collège de Rosemont

Du 12 février au 13 avril 2007

Frais d'inscription **Grand public : 15 \$**

Inscrivez-vous avant le 2 février à www.bourstad.ca

514 376-1620, b.v. 583 ou **1 800 893-4280**, b.v. 583

LA PRESSE leSoleil COOPSCO FONDS de solidarité FTQ

Solutions cliniques – Services Web Inc., une compagnie de l'Association médicale canadienne basée à Montréal, est le chef de file au Canada dans la technologie des soins de santé sur Internet. En plus de gérer le site amc.ca, le portail le plus fréquenté par les médecins canadiens, la compagnie offre des applications et services en soins de santé qui permettent aux médecins de créer leur propre site pour leur pratique, et aux entreprises de fournir à leurs employés des services en ligne axés sur le mieux-être.

Vice-président(e), Développement des affaires, amc.ca

Directeur(trice) des produits, Portail des patients

Directeur(trice) du marketing

Chef adjoint du marketing, Marketing électronique

Chef adjoint du marketing

Ces postes offerts à Montréal témoignent de notre croissance continue et de notre succès grandissant. Si vous êtes tourné(e) vers l'avenir, voici votre chance de contribuer à une culture organisationnelle fondée sur le travail d'équipe et l'excellence du service. Pour de plus amples renseignements, visitez le site www.solutionscliniques.ca

Mettez votre énergie et votre esprit d'initiative au service de cette organisation entrepreneuriale en plein essor, et postulez en ligne à l'adresse jobapp@cma.ca

Solutions cliniques – Services Web souscrit au principe d'équité en matière d'emploi. Nous tenons à remercier toutes les personnes qui poseront leur candidature. Toutefois, nous communiquerons uniquement avec celles qui seront convoquées pour une entrevue.

SOLUTIONS CLINIQUES

UNE ENTREPRISE DE L'AMC

TECHNOLOGIE | CONSULTATION | SERVICES AUX LOCATAIRES

Les Aliments Maple Leaf, leader dans le domaine de l'alimentation et ayant plus de 23 000 employés à son service, est à la recherche de candidats(es) désireux de poursuivre une carrière enrichissante au sein de sa division des Aliments de consommation Maple Leaf. Nous recherchons présentement des individus talentueux, capable de prendre des initiatives et faisant preuve de leadership pour les postes suivants :

Superviseur en contrôle qualité (Usine de Laval)

Baccalauréat en Science et technologie des aliments ou Nutrition ou autre jugé approprié
Expérience pertinente de 2-3 ans dans le domaine alimentaire
Engagement envers les Bonnes Pratiques Industrielles et les normes HACCP

Représentants(es) des ventes sur le terrain (Division Ventes au détail)

Diplôme universitaire de 1er cycle
Expérience de 2-3 ans dans le domaine de la vente
Habilités en négociation et communication

Faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse suivante :

Les Aliments de consommation Maple Leaf
Département des ressources humaines
2525 Francis-Hughes
Laval, Québec H7S 2H7
Télécopieur: 450-967-1801

La date limite pour la réception des candidatures est le vendredi 26 janvier.



Les Aliments de consommation

DEVENIR MAÎTRE DU MONDE ? C'EST AILLEURS. ÊTRE ENTOURÉ DE BON MONDE ? C'EST ICI.

Vous cherchez un travail qui vous donne plus qu'une paie ? Vous aimez la nature et vous êtes prêt à aider les autres à en profiter ? Venez nous rencontrer.

Poste ouvert à Montréal :

DIRECTEUR ou DIRECTRICE DU MARKETING FRANÇAIS

Pour en savoir plus, rendez-vous à mec.ca/emplois

Les entrevues auront lieu à Montréal les 19 et 20 février.



LA COOPÉRATIVE DE PLEIN AIR™

Développement et Paix

Développement et Paix est l'organisme officiel de solidarité internationale de l'Église catholique au Canada et le membre canadien de Caritas Internationalis. L'an dernier, Développement et Paix a acheminé 11,9 millions de dollars pour appuyer 294 projets de développement à long terme dans les pays du Sud et 28,4 millions de dollars pour appuyer 58 projets de secours d'urgence. Au Canada, Développement et Paix sensibilise la population aux causes de la pauvreté et de l'injustice et la mobilise dans des actions de changement.

NOUS RECHERCHONS ACTUELLEMENT :

PERSONNE AGENTE DE COMMUNICATIONS - CANADA ANGLAIS

(Poste permanent à plein temps situé à Montréal)
(Fin du concours : 26 janvier 2007. Entrée en fonction : 5 février 2007)

PERSONNE DIRECTRICE - SERVICE DE L'ÉDUCATION

(Poste permanent à plein temps situé à Montréal)
(Entrée en fonction : Mars 2007)

Pour plus d'informations, consultez notre site Internet : www.devp.org
DÉVELOPPEMENT ET PAIX ENCOURAGE LES PERSONNES DES MINORITÉS À POSTULER

NOUS COMMUNIQUERONS UNIQUEMENT AVEC LES PERSONNES DONT LA CANDIDATURE SERA RETENUE POUR UNE ENTREVUE.

Firme d'architecture située à Brossard (une quinzaine d'employés)
Projets institutionnels publics

ARCHITECTE (3 À 10 ANS D'EXPÉRIENCE)

Faites parvenir votre C.V. par télécopieur au (450) 445-5542 ou par courriel à architectes@leclerc-associés.com

Chef de service, Comptes fournisseurs Services financiers

Les Services financiers de l'Université Concordia recherchent un chef de service, Comptes fournisseurs. La personne retenue s'assurera du bon fonctionnement quotidien de l'unité Comptes fournisseurs ainsi que du paiement de tous les fournisseurs et du personnel conformément aux échéances convenues et aux politiques de l'Université. Sous l'autorité du directeur des opérations comptables, elle supervisera le fonctionnement du Système d'information financière de l'Université (Banner) en matière de comptes fournisseurs et planifiera la mise en place de l'ensemble des modifications appropriées; elle fera des recommandations au directeur quant à l'amélioration des processus et des technologies de paiement.

Profil recherché :

- Baccalauréat en commerce avec mineure en comptabilité
- Plus de sept ans d'expérience de travail pertinente dans les comptes fournisseurs et la supervision de personnel
- Connaissance démontrée du cycle d'approvisionnement, des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et des exigences provinciales et fédérales en matière de fiscalité
- Bonne connaissance de l'anglais et du français écrits et parlés
- Bonne connaissance de Word, d'Excel et d'Access
- Connaissance éprouvée des systèmes financiers
- Sens exceptionnel de l'analyse et de la recherche et capacité de synthétiser un grand nombre de données
- Excellent sens de l'organisation et aptitude marquée à établir des priorités et à effectuer plusieurs tâches à la fois dans un milieu caractérisé par un grand nombre de demandes
- Excellent sens des relations interpersonnelles et capacité de travailler au sein d'une équipe comme de façon autonome
- Disponibilité pour travailler les soirs en période de pointe.

Échelle salariale : 58 673 \$ - 64 825 \$ - 68 076 \$ par année

Description complète du poste et renseignements complémentaires sur le site Web du Service des ressources humaines : www.concordia.ca/hr

Prière de transmettre une offre de service accompagnée d'un curriculum vitae au plus tard le vendredi 26 janvier 2007 à 17 h :

Université Concordia

Service des ressources humaines

Référence : Chef de service, Comptes fournisseurs (P5078B)

1455, boul. De Maisonneuve Ouest

Montréal (QC) H3G 1M8

Télé. : 514 848-2844

Courriel : hr-employment@concordia.ca

Nous encourageons la candidature de toutes les personnes qualifiées. La priorité sera toutefois accordée aux citoyens canadiens et aux résidents permanents.

L'Université Concordia souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi.

www.concordia.ca



UNIVERSITÉ
Concordia
UNIVERSITY

Grands Frères Grandes Sœurs du Grand Montréal

Tél : (514) 842-9715 / www.gfgemtl.qc.ca

Une entreprise à la mesure de vos ambitions...

Mittal Canada appartient au groupe Arcelor Mittal, premier aciériste au monde, qui par l'envergure de ses activités et son influence dans le secteur de l'acier vise à devenir l'entreprise sidérurgique la plus admirée à l'échelle mondiale. Acteur influent dans cet important marché, Mittal Canada offre une grande variété de produits sidérurgiques et génère des retombées économiques importantes pour tout le Québec. En fait, Mittal Canada est la plaque tournante des activités d'Arcelor Mittal au Canada. Son siège social et ses principaux établissements sont situés à Contrecoeur, sur la Rive-Sud, à 30 minutes de Montréal.

Directeur, Santé et Sécurité

Sous la direction du vice-président, Ressources humaines, vous travaillez à la conception, à la promotion, à l'implantation et à la gestion des programmes de santé et de sécurité, tout en assurant leur conformité avec les exigences de Mittal Canada. Vous appuyez l'équipe des usines dans l'application de ces divers programmes.

Vous déterminez les risques et les dangers relatifs à la santé et à la sécurité. Vous élaborez des politiques et évaluez la performance en matière de santé et de sécurité. Vous voyez à l'application des normes, au suivi des actions correctives ainsi qu'à la sensibilisation et à la formation des employés. Vous êtes appelé à analyser les tendances relatives aux accidents, aux inspections, aux audits et aux mesures correctives, puis à en informer l'équipe de gestion.

Vous coordonnez les activités du comité d'établissement et des comités paritaires de santé et de sécurité. Vous assurez la liaison avec les syndicats et les organismes publics comme la CSST. Vous administrez les budgets et supervisez les coordonnateurs en santé et sécurité.

La responsabilité de ce poste s'applique à plusieurs établissements.

Exigences

- Diplôme de premier cycle en génie dans une discipline appropriée et/ou en santé et sécurité. Vous comptez plusieurs années d'expérience en développement et gestion de programmes de santé et de sécurité dans un environnement manufacturier. Vous avez à votre actif des réalisations tangibles dans le domaine.
- Leadership, capacité d'analyse et de synthèse, excellente habileté en communication, créativité, polyvalence, autonomie et bilinguisme.

Si vous souhaitez vous joindre à notre équipe, faites-nous parvenir votre curriculum vitae en toute confiance par courriel d'ici le 2 février 07 à : embauche.mittalcanada@mittalsteel.com

www.mittalsteel.com

LA PRESSE AFFAIRES TECHNOLOGIES

Internet menace (encore) la pub, le téléphone et la télé



Janvier est traditionnellement le temps des grandes prévisions. Que réserve 2007 au secteur québécois des technologies de l'information et des communications (TIC)? Annonce-t-on (encore!) la fin des médias traditionnels comme la télé et les journaux? Oui et non, répondent les analystes, car si le visage des TIC est appelé à changer cette année, c'est pour rattraper le retard accumulé ces dernières années.

Dans sa revue annuelle des tendances d'Internet pour l'année à venir, l'agence de communications montréalaise VDL2 estime, en gros, qu'Internet va bouleverser à peu près toutes les industries médiatiques au pays, à commencer par la publicité. La téléphonie et la télévision sont aussi dans la mire du grand réseau.

« Cette année, nous allons voir apparaître les premiers symptômes de cette transformation », prévoit Philippe Le Roux, associé fondateur de VDL2. Selon lui, le manque de

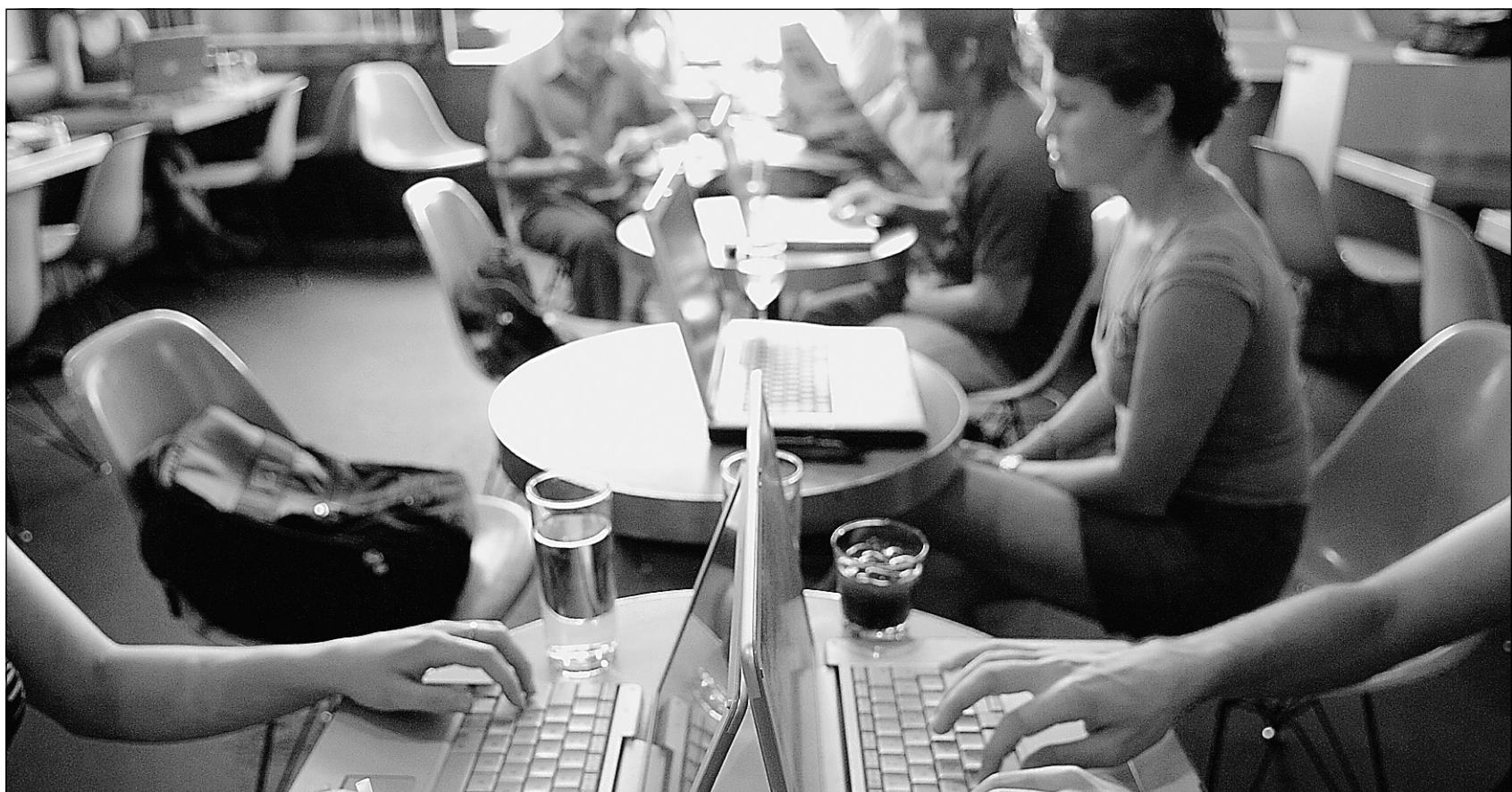


PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

« Avec l'accès gratuit à Internet sans fil dans des villes comme Toronto, Paris et Los Angeles, la téléphonie IP, pratiquement gratuite elle aussi, menace la téléphonie traditionnelle », pense Philippe Le Roux, de l'agence VDL2 communications. Sur la photo, des utilisateurs d'Internet Wi-Fi, dans un cybercafé de Montréal.

vision des organisations québécoises par rapport à Internet devrait se faire sentir davantage cette année. « Le secteur de la publicité du Québec est l'un

des moins adaptés au Web, dit-il. À quand remonte la dernière grosse campagne québécoise de marketing viral? » Le succès du site des Têtes

à claques a toutefois remis les pendules à l'heure à ce niveau, selon le porte-parole de VDL2. « Les publicitaires possèdent une très grande créativité au

niveau graphique, mais pas beaucoup d'innovation. Pourtant, rejoindre de nouveaux clients à partir d'Internet peut coûter de 30 à 40% moins cher qu'avec les autres médias. »

Le groupe de recherche Deloitte aussi prévoit cette consécration des nouveaux médias en 2007. Dans les 10 grandes tendances qu'elle voit se dégager au Canada, Deloitte accorde une grande importance aux « mondes virtuels », comme le jeu en ligne Second Life.

Plus grande mobilité

Deloitte mentionne également une présence plus accrue de la vidéo mobile et de la mobilité en général. Internet sans fil, grâce auquel de plus en plus de gens parviennent à communiquer entre eux, va redéfinir le monde de la téléphonie au Canada. Mais ça va prendre du temps.

« Les sociétés ont investi d'importantes sommes dans le développement des services mobiles, mais avec peu d'impact commercial jusqu'ici », dit Pierre G. Brodeur, responsable de l'étude de Deloitte.

« Une des principales raisons de cette tendance est que les Canadiens ne regardent pas encore la télévision sur leur téléphone. Ils seront beaucoup plus lents à adopter les nouvelles technologies dans ce domaine. »

Il faut dire que la mobilité, au Canada, coûte très cher. Car contrairement à d'autres pays, comme aux États-Unis, les exploitants sans fil n'offrent pas de forfaits abordables de transmission de données, ce qui ralentit l'adoption d'Internet mobile.

La téléphonie IP (Internet Protocol), à partir de bornes Wi-Fi publiques, a le plus de chances de transformer l'industrie canadienne du sans fil. « La téléphonie cellulaire au Canada est parmi les plus coûteuses au monde, rappelle Philippe Le Roux, de VDL2. Avec l'accès gratuit à Internet sans fil dans de grandes villes comme Toronto, Paris et Los Angeles, la téléphonie IP, pratiquement gratuite elle aussi, menace la téléphonie traditionnelle. »

Même à Montréal, un accès gratuit et sans fil à Internet est de plus en plus facile à trouver, grâce à des organismes comme Ile sans fil. « À Montréal, ce n'est qu'une question de temps avant qu'on réalise l'impact financier direct d'un accès à Internet sans fil qui est gratuit et public, ajoute M. Le Roux. En échange de quelques millions de dollars par année, on peut en épargner des centaines de millions! »

C'est cette principale qualité du réseau Internet – le faible coût de la technologie – qui rend ce nouveau média à la fois attrayant et menaçant. De nouveau cette année, c'est la raison pour laquelle Internet sera encore au cœur de l'actualité technologique.

**AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES
SOUMISSIONS - ENCANS**



Association des courtiers et agents immobiliers du Québec

**AVIS DE SUSPENSION
DU CERTIFICAT DE M. PIERRE PAQUETTE
(Dossier : 33-05-0855)**

AVIS est donné par les présentes que M. Pierre Paquette, agent immobilier affilié (certificat n° B2055), autrefois à l'emploi de ou autorisé à agir pour La Capitale des Sommets, courtier immobilier agréé (certificat n° C5095) dont l'établissement est situé au 545, boul. Sir-Wilfrid-Laurier, bureau 120, à Beloeil, a notamment été trouvé coupable par le comité de discipline de l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec des infractions résumées comme suit :

1er chef : Concernant un immeuble, ne pas avoir fait preuve de probité, avoir participé à un acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la profession, avoir participé à un acte ou pratique, en matière immobilière, qui peut être illégal ou qui peut porter préjudice au public ou à la profession, notamment :

- a) le ou vers le 29 mars 2004, en signant, en lieu et place de son client un formulaire MO et en attestant, à titre de témoin, de la signature de ce dernier;
- b) le ou vers le 17 juin 2004, en déclarant à un policier que son client avait lui-même signé ce document, en sa présence;

le tout contrairement aux articles 1 et 13 des Règles de déontologie de l'ACAIQ.

2e chef : Entre le ou vers le 26 mars et le 29 mars 2004, ne pas avoir fait preuve de probité, avoir participé à un acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la profession, avoir participé à un acte ou pratique, en matière immobilière, qui peut être illégal ou qui peut porter préjudice au public ou à la profession, notamment en transmettant ou en faisant transmettre à un agent immobilier un relevé de compte d'un Régime enregistré d'épargne retraite (REER) portant la date du 31 décembre 2003 et dont le titulaire est son client, alors qu'il savait ou aurait dû savoir que ce relevé avait été modifié en partie, le tout contrairement aux articles 1 et 13 des Règles de déontologie de l'ACAIQ.

4e chef : Le ou vers le 18 avril 2005, avoir fait une fausse déclaration lorsqu'il a fourni des renseignements ou des documents lors d'une enquête tenue par un syndic adjoint, notamment en déclarant à un enquêteur, « J'ai entendu parler du REER falsifié par l'agent immobilier de suite après ma rencontre avec l'enquêteur. Je n'en avais pas entendu parler avant et ce, d'aucune source quel qu'elle soit » (sic), le tout contrairement à l'article 55 des Règles de déontologie de l'ACAIQ.

Le 15 décembre 2006, le comité de discipline a imposé à M. Pierre Paquette une suspension de son certificat pour une période de six (6) mois sur le chef n° 1 de la plainte, une suspension de son certificat pour une période consécutive de six (6) mois sur le chef n° 2 et une suspension de son certificat pour une période consécutive de six (6) mois sur le chef n° 4, à prendre effet à compter de toute demande de reprise d'effet ou de délivrance de toute catégorie de certificat.

La décision du comité de discipline est exécutoire à compter de l'expiration du délai d'appel, soit le 16 janvier 2007. La suspension du certificat d'agent immobilier affilié de M. Pierre Paquette prendra effet à compter de toute demande de reprise d'effet ou de la délivrance de toute catégorie de certificat, pour une période de cent quatre-vingts (180) jours.

Le présent avis est donné en vertu de l'article 137 de la Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., c. C-73.1).

Brossard, ce 16 janvier 2007

Chantal Peltier
Secrétaire du comité de discipline
3456935

SOUMISSIONS PUBLIQUES

Services pour la collecte, le transport, le traitement et l'élimination des matières dangereuses en vrac

Documents disponibles : paiement seulement par chèque visé ou mandat à l'ordre de la STM au montant de 50 \$, non remboursable, au 8845, boul. St-Laurent, réception, Montréal, à compter du **mercredi 24 janvier 2007**, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 15 h 30. **Information :** (514) 280-4909.

Dépôt des soumissions : STM, 800, de La Gauchetière O., bur. 8100, portail Nord-Est, Montréal, au plus tard le **vendredi 9 février 2007 à 15 h.** Ouverture publique suivra.

Garantie de soumission : chèque visé ou cautionnement de soumission de 50 000 \$ requis. La STM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions.

Référence : STM-3300-01-07-60
Louise Pouliot
Secrétaire adjointe de la STM



**CARRIÈRES
ET EMPLOIS**

CYBERPRESSE.WORKOPOLIS.COM



INTERNATIONAL TRUCK AND ENGINE CORPORATION CANADA est un chef de file dans la production de camions moyens, de poids lourds, de véhicules à usage intensif, d'autobus, de moteurs diesel de taille moyenne, de pièces ainsi que la fourniture de services. Nos produits sont vendus par un réseau de près de 1 000 concessionnaires, aux États-Unis, au Canada, au Brésil et au Mexique, ainsi que par plus de 60 concessionnaires dans 90 pays du monde. Nous recherchons le meilleur candidat pour un poste dynamique et plein de défis.

Le bon sens : rien de plus brillant!

Gestionnaire de marché • Pièces

Installé au Québec, vous vous occupez avant tout de stimuler les programmes de vente de pièces chez des concessionnaires spécifiques ou d'obtenir de meilleurs résultats encore. Vous êtes la personne-ressource des concessionnaires pour les nouveaux produits et programmes, et vous établissez des liens commerciaux individualisés. Titulaire d'un diplôme en affaires doublé d'une excellente connaissance et d'une grande expérience de l'industrie des pièces pour l'industrie lourde, vous avez prouvé pendant au moins cinq ans vos qualités de leader des ventes. Vous devez être parfaitement bilingue (anglais/français).

Notre personnel nous tient à cœur, et la création d'une équipe ultra-performante est très importante pour nous. Nous vous invitons à utiliser vos talents chez un chef de file de l'industrie connu pour la qualité exceptionnelle de ses employés, de ses produits et de ses services. Si ce poste vous intéresse, posez votre candidature à l'adresse suivante :

**Département des ressources humaines
INTERNATIONAL TRUCK AND ENGINE CORPORATION CANADA
C.P. 5337, Burlington (ON) L7R 5A4
courriel : burlington-hr@nav-international.com
téléphone : (905) 332-2975**

Nous remercions tous ceux qui voudront bien nous écrire; toutefois, nous ne répondons qu'aux personnes retenues pour une entrevue. Nous appuyons le principe de l'équité en matière d'emploi.

www.internationaldelivers.com

BIONICHE

« Nous nous appliquons à améliorer la qualité de vie, aussi bien dans la santé humaine qu'animale, grâce à la recherche et à des traitements innovateurs. »

Bioniche Life Sciences Inc. est une compagnie biopharmaceutique canadienne axée sur la recherche et la technologie, qui découvre, développe et commercialise des produits de marque déposée pour le marché de la santé humaine et animale, à l'échelle mondiale. Bioniche Life Sciences Inc. est une compagnie biopharmaceutique en pleine expansion qui est présente sur le marché mondial. Ses employés font preuve d'engagement, son équipe de gestion est unifiée, et elle propose un ensemble de produits et de technologies qui sont exceptionnels. Notre compagnie a de solides valeurs et croyances et son avenir est prometteur.

Bioniche Life Sciences Inc. cherche actuellement à combler le poste suivant à temps plein :

Directrice/directeur des ressources humaines

Ce poste permettra d'offrir d'excellents services en ressources humaines à 50 employé(e)s se trouvant dans trois sites de la compagnie à Pointe-Claire et dans le quartier Décarie à Montréal. Un bureau principal sera disponible dans l'un de nos sites de Pointe-Claire, sur la rue Labrosse.

La personne qui obtiendra ce poste travaillera en étroite collaboration avec les directeurs des divisions pré-clinique, clinique et de fabrication du Québec sur tous les sujets touchant aux ressources humaines. Elle travaillera également avec le service de ressources humaines de la compagnie au développement et au lancement de nouveaux programmes et d'initiatives en ressources humaines.

La candidate ou le candidat choisi(e) doit avoir un minimum de 10 années d'expérience en tant que généraliste des ressources humaines dans un milieu de fabrication ou de recherche clinique ; elle ou il doit posséder un diplôme universitaire, être membre de l'ordre des CRHA, et être parfaitement bilingue français-anglais aussi bien à l'écrit qu'à l'oral.

La candidate ou le candidat devra aussi pouvoir travailler avec aisance avec les cadres dirigeants sur tous les sujets touchant aux ressources humaines et elle ou il devra faire preuve d'une grande maturité en gestion et de savoir-faire.

Pendant la semaine des déplacements entre les sites de la compagnie de Pointe-Claire et du quartier Décarie de Montréal seront nécessaires.

Ce poste dépend du vice-président des ressources humaines qui se trouve au siège social à Belleville en Ontario.

Pour une étude immédiate et confidentielle de votre dossier, veuillez faire parvenir votre C.V. dans les deux langues officielles à Ron Quon, Vice-président Ressources humaines, par courriel à Ron.Quon@Bioniche.com ou par fax au 613-966-4177.

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans l'annonce de Voyages Dynasty parue à la page 5 du cahier Vacances voyage de La Presse du 20 janvier 2007.

On aurait dû lire : prix en occupation double incluant toutes les taxes. Les prix excluent 3,50\$/1 000 \$ de frais de contribution aux fonds d'indemnisation.

Nos excuses auprès de notre clientèle.
Voyages Dynasty

3457790

Hydro Québec

APPELS DE SOUMISSIONS

Les entrepreneurs et les fournisseurs peuvent obtenir de l'information sur les appels de soumissions ouverts et le résultat d'ouverture des plis d'Hydro-Québec en visitant le site Internet de l'entreprise : **www.hydro-quebec.com/soumissionnez** ou en composant un des numéros de téléphone suivants :

Montréal et environs : (514) 840-4903
Extérieur : 1 800 324-1759

Pas de cris de joie pour Yahoo!

Le géant américain voit ses bénéfices chuter malgré des ventes solides

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le groupe Internet Yahoo! a vu ses bénéfices chuter au quatrième trimestre et sur l'ensemble de 2006, malgré des ventes en hausse, en raison de dépenses de publicité accrues et du coût du programme d'options, a annoncé le groupe hier.

Son bénéfice net au dernier trimestre a chuté de 60,7% à 268,6 millions US, et sur l'ensemble de l'année il a été plus que divisé par deux, à 751 millions US contre 1,89 milliard US un an plus tôt.

Le groupe a aussi annoncé des prévisions inférieures aux attentes : il escompte pour le premier trimestre 2007 un chiffre d'affaires hors

coûts d'acquisition du trafic (TAC) de 1,12 à 1,23 milliard US, alors que les analystes attendaient 1,25 milliard US. Pour l'ensemble de 2007, il attend un chiffre d'affaires hors TAC entre 4,95 et 5,45 milliards US, inférieurs aux 5,46 milliards US prévus par les analystes.

Ces résultats faisaient chuter le titre de 5,2% à 28,37\$US dans les échanges électroniques après la clôture de la Bourse de New York hier.

En revanche, son chiffre d'affaires a augmenté de 13% sur le quatrième trimestre et de 22,3% sur l'année, à respectivement 1,7 milliard US et 6,42 milliards US, dans les deux cas nettement supérieurs aux prévisions des analystes.

Le bénéfice par action non ajusté

a chuté à 19 cents US contre 46 cents US, mais hors exceptionnels il s'est établi à 16 cents US contre 13 cents US il y a un an, alors que les analystes tablaient sur 13 cents US.

Son bénéfice d'exploitation a été réduit par une forte hausse des dépenses de marketing et de publicité, ainsi que par une très forte augmentation des charges liées à l'attribution d'options, qui ont bondi au dernier trimestre à 95 millions US contre 18 millions US un an plus tôt.

Sur l'ensemble de 2006, ces charges atteignent 425 millions US contre 52 millions US en 2005. Une hausse qui reflète aussi un changement de comptabilisation de ces charges depuis le 1^{er} janvier 2006.



PHOTO KIMBERLY WHITE, BLOOMBERG NEWS

La hausse des dépenses de Yahoo! lui fait mal.

TÉLÉPHONIE IP

La nouvelle cible de malveillances informatiques

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — L'essor de la téléphonie via Internet, technologie baptisée voix sur IP, pourrait aiguïser en 2007 l'imagination des criminels informatiques, toujours à la recherche d'attaques diversifiées, préviennent des spécialistes de sécurité informatique.

Alors que les virus sur téléphones mobiles commencent à apparaître, avec le développement des appareils 3G, la téléphonie sur IP permet de numériser la voix, qui circule avec d'autres données sur un même réseau, ce qui l'expose potentiellement à des risques informatiques.

Selon l'Autorité de régulation des communications électroni-

ques et des postes (ARCEP), la France comptait fin juin plus de 4,8 millions d'abonnements à la téléphonie sur IP.

« Par essence, la téléphonie sur IP est ouverte et donc plus vulnérable » que la téléphonie traditionnelle, estime Eric Damage, spécialiste sécurité du cabinet d'études IDC.

Pour les entreprises, des attaques d'atteinte à la confidentialité et de déni de service (saturation malveillante d'un serveur) sont envisageables, puisque tout est réuni sur le réseau de l'entreprise.

Les postes téléphoniques d'entreprise « deviennent des ordinateurs » et doivent être protégés comme tels, affirme M. Damage.

« Toute nouvelle technologie va

toujours générer un emploi malveillant et un risque spécifique », estime Pascal Lointier, président du Club de la sécurité de l'information français (CLUSIF). Cependant, il ne faut s'attendre à « rien de neuf » du point de vue des méthodes de piratage, ajoute-t-il.

Si les conversations entre particuliers ont peu d'intérêt pour les pirates informatiques, le pourriel (« spam ») et le « phishing » (fraude exploitant la naïveté des internautes en les incitant à communiquer des données personnelles), ont déjà trouvé leur adaptation en voix sur IP, les fraudeurs pouvant une nouvelle fois jouer sur la crédulité des victimes.

Ces nouvelles arnaques ont déjà été baptisées : le spit (« spam over

IP Telephony ») et le « vishing » (« voice-phishing »).

Sur le même principe que le « pourriel », le spit est un coup de téléphone non désiré par le receveur, à qui on proposera des produits contrefaits ou l'achat d'actions, très en vogue dans les spams écrits.

Les objectifs sont identiques : saturer les messageries, faire perdre du temps aux victimes et attendre que quelques-unes tombent dans le panneau de l'arnaque.

La voix sur IP permet de générer un plus grand volume de communications pour un moindre coût. Selon des essais réalisés par une société spécialisée, 1000 appels d'une durée de trente secondes peuvent être envoyés en

cinq secondes, indiquait récemment Vincent Maret, consultant sécurité chez Ernst & Young, dans le cadre du panorama 2006 de la cybercriminalité du Clusif.

Le fait que le message soit lu et non écrit peut rendre son filtrage plus compliqué, estime-t-il.

Dans le « vishing », l'utilisateur trompé est orienté vers un serveur téléphonique factice, par exemple de banque, et non un faux site Internet comme dans le phishing, qui lui demandera des données confidentielles.

À ce jour, les attaques de masse restent de l'ordre du théorique. Seuls quelques cas limités ont été repérés, et encore aucun en France, indiquent les spécialistes interrogés.

CA Comptables agréés de Montréal

Petit-déjeuner-conférence

LE COMPTABLE AGRÉÉ :
PERSONNE CLÉ DANS LA PLANIFICATION DE LA RELÈVE ET LE TRANSFERT D'ENTREPRISE

Richard Fahey
Vice-président, Québec
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Francine Richer, M.A. (Éduc.)
Membre associée
Chaire de développement et de relève de la PME
HEC Montréal

Mardi 30 janvier 2007, 7 h 30 à 9 h
Hôtel Omni
1050, rue Sherbrooke Ouest, Montréal

.. Membres OCAQ : 45 \$
.. Non membres : 55 \$

MERCI À NOS PARTENAIRES

cfo2grow **FONDS de solidarité FTQ**
FORTSUM **LES AFFAIRES**
Solutions d'affaires

POUR RÉSERVATION : LES CA DE MONTRÉAL 514-707-6002

Éditions Grand Duc

LOUIS MARTIN
25 ans de loyaux services

Le conseil d'administration du Groupe Éducalivres inc. est heureux de souligner les vingt-cinq années de service de M. Louis Martin, président des Éditions Grand Duc.

Grâce à sa solide connaissance du milieu de l'édition scolaire au Québec, M. Martin a permis aux Éditions Grand Duc de devenir un chef de file dans le domaine.

Fondées en 1966, les Éditions Grand Duc, anciennement appelées les Éditions Grand Duc - HRW, publient des manuels scolaires pour le primaire et le secondaire. Elles font partie du Groupe Éducalivres inc. tout comme Interressources qui offrent une gamme complète de services d'édition aux PME et COBA, logiciels de gestion inc. qui élabore et distribue des logiciels de gestion intégrée spécialement conçus pour les secteurs de l'éducation et des affaires municipales.

3457503

LA PASSION DU MÉTIER

La carrière comporte une dimension subjective qui nourrit le désir d'évoluer : certains la nomment passion, d'autres, vocation. Dans l'édition 2007 du *Palmarès des carrières*, six personnalités ont accepté de livrer un témoignage sur cette passion qui a motivé leurs choix tout au long de leur carrière. En voici un extrait.

Un nouveau modèle de dirigeant

À 22 ans, Rémi Tremblay devient patron quand Ecco, une entreprise française spécialisée dans le placement de personnel, lui demande de fonder sa filiale nord-américaine. Environ 15 ans plus tard, il se retrouve à la tête d'Adecco Canada (le nouveau nom adopté depuis une fusion) qui compte alors plus de 11 000 employés. Aujourd'hui, il est président d'Esse Leadership, et lorsqu'il s'adresse aux dirigeants et aux équipes de direction qu'il accompagne, c'est d'harmonie et de sérénité du cœur qu'il leur parle, pas de chiffres et de résultats. Parcours d'un homme d'affaires pas comme les autres.

«On veut aider les dirigeants à partir à la découverte d'eux-mêmes. Si l'on veut réinventer les structures, il faut d'abord se réinventer soi-même», explique Rémi Tremblay, qui est toujours aussi passionné par le domaine de la gestion. Que dit-il à ceux qui se destinent à une carrière dans le vaste secteur de l'administration? «Il faut

trouver la cause qui nous interpelle, et se mettre à son service. C'est de cette façon qu'on peut influencer les choses. On a besoin de dirigeants qui ont le courage de leurs valeurs et de leur vision.»

Palmarès des carrières 2007

VOUS AVEZ LE CHOIX
140 40 12

Pour lire la suite de ce témoignage inspirant et pour connaître les métiers et professions les plus prometteurs, consultez le *Palmarès des carrières 2007*.

Écoutez également nos capsules d'information diffusées sur **105.7 Rythme FM**

Le *Palmarès des carrières 2007* est disponible sur septembre.com, chez **Renaud-Bray** et dans toute bonne librairie.

Une réalisation de : **Septembre éditeur** Avec la participation de : **LA PRESSE**

Ordre des conseillers et conseillères d'orientation **Fédération des commissions scolaires du Québec** et des psychopedagogues et psychoéducateurs du Québec

monemploi.com **Fédération des cégeps** **Renaud-Bray** **ASSOCIATION QUÉBÉCOISE D'INFORMATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE**

3454172A

SAINTE-JUSTINE, 100 ANS DE FIERTÉ !

L. Jacques Ménard, O.C.
Président, BMO Groupe financier (Québec) et Co-président de la Campagne Grandir en santé 2003-2006

Pierre Boivin
Président, Club de Hockey Canadien et Président du Conseil d'administration de la Fondation de l'hôpital Sainte-Justine

En association avec : **Chambre de commerce du Montréal métropolitain** Board of Trade of Metropolitan Montreal

En collaboration avec : **Raymond Chabot Grant Thornton** **AÉROPORTS DE MONTRÉAL** **DESSAU SOPRIN** **Financière Sun Life** **TD Groupe Financier Banque TD**

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

Table of 50 stock picks with columns: TITRE, FERMETURE IQ 30, CHANGEMENT (\$), CHANGEMENT NET %, VOLUME (100), VAR. CETTE ANNÉE (%), VAL. BOUR. (M \$), 52 SEMAINES HAUT BAS, DIV. ANN.

Table of 50 stock picks with columns: TITRE, FERMETURE IQ 30, CHANGEMENT (\$), CHANGEMENT NET %, VOLUME (100), VAR. CETTE ANNÉE (%), VAL. BOUR. (M \$), 52 SEMAINES HAUT BAS, DIV. ANN.

▲ Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M \$ Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

TSX CROISSANCE

Les entreprises québécoises au TSX Croissance

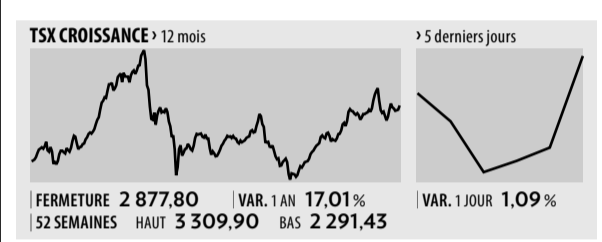


Table of 50 stock picks for TSX Croissance with columns: TITRE, FERMETURE (\$), CHANGEMENT NET %, VOLUME, VAR. CETTE ANNÉE (%), VAL. BOUR. (M \$), 52 SEMAINES HAUT BAS, DIV. ANN.

Hausse des ventes au détail



Les ventes au détail au Canada ont connu une hausse de 0,2% en novembre par rapport à octobre, grâce à de fortes ventes dans les stations-service (notre photo). Au total, les ventes au détail ont atteint le montant (estimatif) de 32,7 milliards de dollars en novembre, comparativement à 32,6 milliards le mois précédent.

LPA CANADA

Une sélection d'entreprises canadiennes majeures inscrites à la Bourse de Toronto

Table of 50 Canadian stock picks with columns: TITRE, FERMETURE (\$), CHANGEMENT NET %, VOLUME (100), VAR. CETTE ANNÉE (%), 52 SEMAINES HAUT BAS, DIV. ANN.

ÉTATS-UNIS 50 GÉANTS

Les plus grandes entreprises américaines inscrites à New York

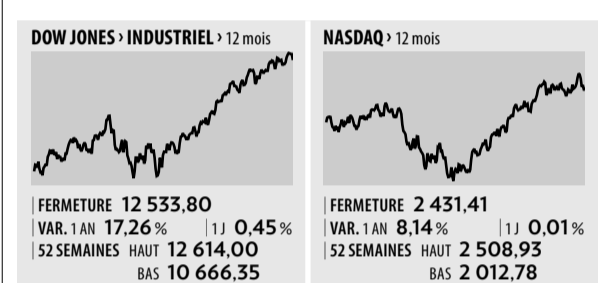


Table of 50 US stock picks with columns: TITRE, FERMETURE (\$ US), CHANGEMENT NET %, VOLUME (MM \$ US), VAR. CETTE ANNÉE (%), 52 SEMAINES HAUT BAS, VALEUR BOUR. (MM \$ US)

MONDE 50 LEADERS

Une sélection de titres étrangers inscrits à New York

Table of 50 international stock picks with columns: TITRE, FERMETURE (\$ US), CHANGEMENT NET %, VOLUME (MM \$ US), 52 SEMAINES HAUT BAS, VALEUR BOUR. (MM \$ US)

Le tableau des 50 géants est réalisé à partir d'une liste des plus grandes entreprises américaines inscrites à la Bourse de New York et au NASDAQ. / Le tableau des leaders mondiaux est réalisé à partir de l'indice NYSE World Leaders, qui regroupe — pour une part — les plus grandes entreprises non américaines inscrites au New York Stock Exchange.

UNITED TECHNOLOGIES

LES PROFITS S'ENVOLENT > Les profits d'United Technologies, la maison mère du motoriste Pratt & Whitney, ont grimpé de 38 % au quatrième trimestre de 2006, à 865 millions US, par rapport à 626 millions US au cours de la même période l'année d'avant.

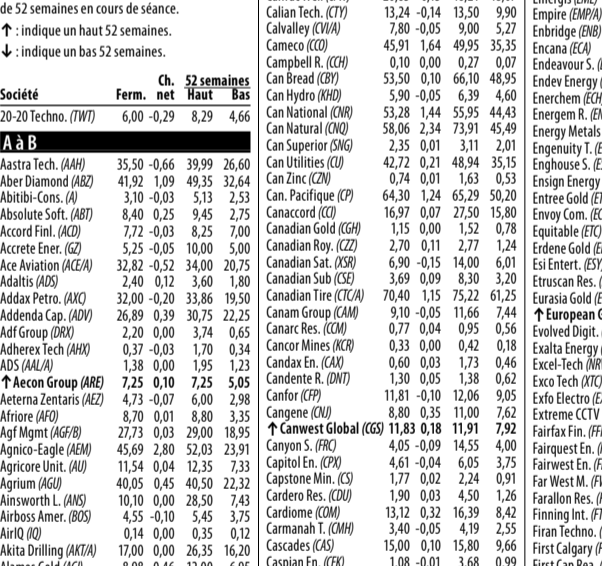
APETPC

XEROX

1900 JOBS SUPPRIMÉS DANS LE MONDE > Le groupe d'équipement bureautique Xerox a annoncé que son bénéfice net au quatrième trimestre de 2006 avait baissé de 24 %, à 214 millions US, en raison d'une charge de restructuration de 160 millions US liée à sa décision de supprimer environ 1900 emplois dans le monde.

AFP

BOURSE DE TORONTO



FERMETURE 12 910,87 | VAR. 1 AN 10,04% | VAR. 1 JOUR 1,61% | 52 SEMAINES HAUT 13 042,77 BAS 10 860,72

COMMENT LIRE LES COTES FINANCIÈRES

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Dans certains cas, nous privilégions une approche fidèle aux habitudes des lecteurs. Ainsi, le Groupe Jean Coutu est classé sous Jean Coutu.

Seules apparaissent les actions ordinaires, celles généralement détenues par les particuliers. Notre liste inclut tous les titres dont le volume moyen des 60 derniers jours, au moment de dresser la liste, était de 100 transactions et plus. La liste est révisée à chaque trimestre.

La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les deux premières décimales sont notées. Société (société): nom de l'entreprise et symbole boursier entre parenthèses.

Ferm.: cours à l'arrêt des transactions. Ch.net.: indique le changement de valeur par rapport au précédent cours de fermeture. Caractères gras: indique une société dont les actions ont augmenté de 100 à 52 semaines en cours de séance.

↑: indique un haut 52 semaines. ↓: indique un bas 52 semaines.

Table of stock market data for various companies, including columns for Société, Ferm., Ch. net., and 52 semaines.

United Airlines Un petit bénéfice bienvenu

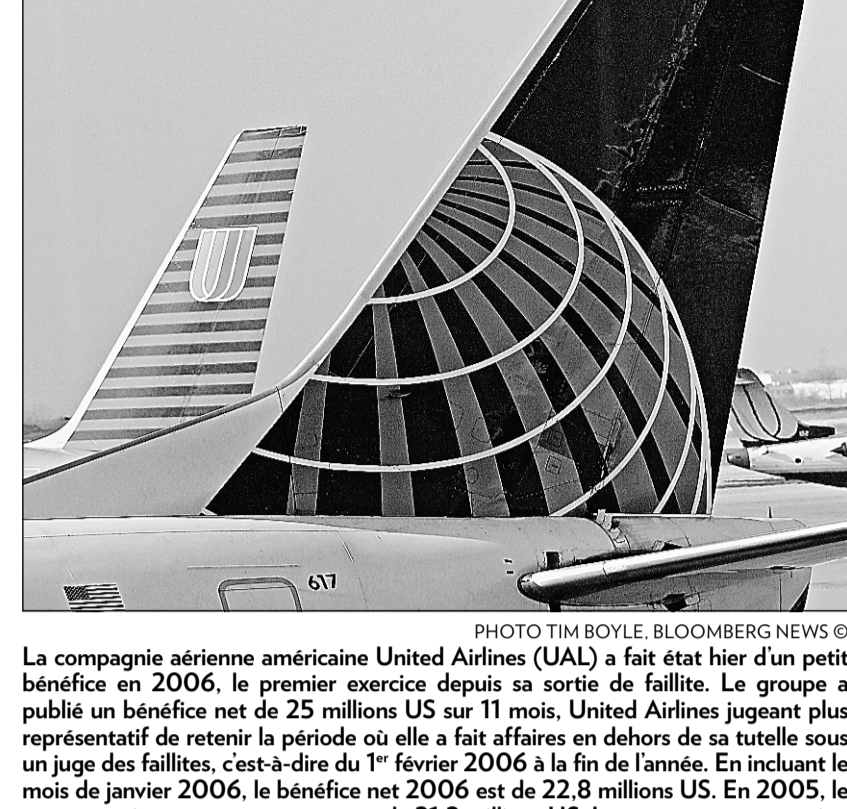


PHOTO TIM BOYLE, BLOOMBERG NEWS

La compagnie aérienne américaine United Airlines (UAL) a fait état hier d'un petit bénéfice en 2006, le premier exercice depuis sa sortie de faillite. Le groupe a publié un bénéfice net de 25 millions US sur 11 mois.

AFP

DUPONT

BÉNÉFICE NET EN FORTE HAUSSE > Le premier groupe chimique américain DuPont a annoncé hier un bénéfice net en 2006 en hausse de 53 %, à 3,148 milliards US, porté par un dernier trimestre gonflé par des éléments exceptionnels.

AFP

LG ELECTRONICS

LA PREMIÈRE PERTE DE SON HISTOIRE > Le fabricant sud-coréen d'électronique grand public LG Electronics a annoncé hier avoir enregistré au quatrième trimestre la première perte de son histoire, en raison de ventes décevantes dans les écrans plats, en dépit de la période de fêtes de fin d'année.

AFP

SOUS-INDICES

Table of market indices including Énergie, Matériaux de base, Prod. consom. de base, etc.

LES 10 PLUS ACTIFS

Table of the top 10 most active stocks, including SHELL CANADA, TALISMAN ENERGY, PALADIN RESOURCES, etc.

TITRES GAGNANTS

Table of top performing stocks, including SKYE RES., BRADMER PHAR., DENISON MIN., etc.

TITRES PERDANTS

Table of top performing stocks, including RESVERLOGIX, JEWETT-CAMERON, BUHLER INDUSTRIES, etc.

À A B

Table of stock market data for companies starting with A, B, and C.

K M O

Table of stock market data for companies starting with K, M, and O.

P R S

Table of stock market data for companies starting with P, R, and S.

T à Z

Table of stock market data for companies starting with T through Z.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Table of limited liability companies including AGF Master, Canadian Energy, etc.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

CANADIEN NATIONAL

Revenu record et dividende accru

PRESSE CANADIENNE

Le Canadien National a rapporté hier un bénéfice annuel en hausse de 34 %, à 2,1 milliards de dollars (ou 3,91\$ par action après dilution), et un chiffre d'affaires record de 7,7 milliards pour 2006.

Le conseil d'administration de l'entreprise a aussi porté son dividende trimestriel en espèces à 21 cents par action, une hausse de 29 % par rapport aux 16,25 cents versés précédemment.

Le transporteur ferroviaire a

indiqué par voie de communiqué qu'il impute cette performance solide aux « résultats obtenus dans les secteurs du charbon, des produits céréaliers et engrais, de l'intermodal, des produits pétroliers et chimiques et des métaux et minéraux ».

« Nous continuons à nous affaïrer, comme d'habitude, à récompenser nos actionnaires, a déclaré lors d'une téléconférence le PDG du CN, Hunter Harrison. J'applaudis la décision du conseil d'administration, ce matin (mardi), d'augmenter notre

dividende en espèces encore plus ambitieusement que nous l'avons fait dans le passé, et nous tenterons de faire de même l'an prochain. »

Le CN précise de plus que « la hausse du dollar canadien a entraîné une réduction du bénéfice net enregistré en 2006 d'environ 60 millions, ou 11 cents par action après dilution ».

Au cours du quatrième trimestre, le bénéfice net s'est élevé à 499 millions (95 cents par action après dilution), en hausse de 16 % par rapport à la même période

l'an dernier, « compte tenu d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices reportés de 27 millions (...) attribuable à la résolution de questions liées aux impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs ».

Ces résultats surpassent les prévisions des experts interrogés par la firme Thomson Financial, qui attendait un bénéfice annuel de 3,38\$ par action et de 90 cents par action pour le quatrième trimestre.

À la Bourse de Toronto, hier, le titre du CN a terminé à 53,28\$, en hausse de 1,44\$.

Succès pour les nouveaux jeux de Vivendi

AGENCE FRANCE-PRESSE

La première extension de jeu de rôle en ligne *World of Warcraft* (WoW), lancée le 16 janvier, s'est vendue au niveau mondial à près de 2,4 millions d'exemplaires pour son premier jour de commercialisation, a annoncé hier le studio américain Blizzard, une filiale de Vivendi Games.

« *The Burning Crusade* a battu le record de ventes pour le premier jour de sortie d'un jeu, pour devenir le jeu pour PC qui s'est vendu le plus rapidement en Amérique du Nord et en Europe, avec un total mondial de près de 2,4 millions d'exemplaires vendus durant les premières 24 heures de disponibilité », s'est réjoui Blizzard dans un communiqué.

Le succès du jeu a été à peu près identique en Amérique du Nord, avec 1,2 million d'exemplaires vendus, et en Europe, avec 1,1 million de ventes, a ajouté Blizzard, précisant avoir fourni quatre millions de boîtes de jeu aux distributeurs.

The Burning Crusade a aussi été lancé à Singapour, en Thaïlande, en Malaisie, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Fiat Auto se réorganise

AGENCE FRANCE-PRESSE

MILAN — Fiat Auto, filiale automobile du groupe industriel Fiat réunissant les marques Fiat, Lancia et Alfa Romeo, se réorganise avec la mise en place de quatre filiales s'occupant de chacune des marques et de la division des véhicules commerciaux légers, a annoncé Fiat hier.

Fiat Auto change en outre de nom pour devenir Fiat Group Automobiles, a précisé le communiqué.

Fiat Group Automobiles va contrôler quatre filiales nouvellement constituées baptisées Fiat Automobiles, Alfa Romeo Automobiles, Lancia Automobiles et Fiat Commercial Vehicles Automobiles.

Les responsables actuels des quatre marques deviennent administrateur délégué de chaque division, précise Fiat. Les activités de production et leur personnel resteront gérés par Fiat Group Automobiles.

« Ces changements sont conformes à la nouvelle culture de Fiat et reflètent en particulier deux choix stratégiques: l'unité du groupe et la spécificité de chaque secteur opérationnel et des marques », écrit le constructeur.

Fiat doit publier demain ses résultats de 2006 qui devraient confirmer le redressement de ses activités automobiles.



Fiat doit publier demain ses résultats de 2006 qui devraient confirmer le redressement de ses activités automobiles. Sur la photo, une Fiat Croma.

PHOTO PASCAL LAUENER, ARCHIVES REUTERS

Ubisoft rayonne

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'éditeur français de jeux vidéo Ubisoft a réalisé au troisième trimestre de son exercice 2006-2007 un chiffre d'affaires en hausse de 24 %, à 311 millions d'euros (478 millions CAN), et a relevé sa prévision annuelle de chiffre d'affaires, a-t-il annoncé hier dans un communiqué.

Sur les neuf premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires a augmenté de 20 %, à 483 millions d'euros. Pour l'ensemble de l'exercice, Ubisoft prévoit une croissance de son chiffre d'affaires « d'au moins 16 % », comparativement à une prévision précédente comprise entre 10 % et 12 %.

Pour l'exercice 2007-2008, Ubisoft a confirmé sa prévision d'une croissance du chiffre d'affaires de 25 % et d'un résultat d'exploitation courant « d'au moins 8 % du chiffre d'affaires ».

Exfo profite de la guerre des télécoms

SOPHIE BROUILLET
LAPRESSEAFFAIRES.COM
COLLABORATION SPÉCIALE

Chérie des investisseurs ces derniers jours, la société de tests de télécommunications Exfo apparaît bien positionnée pour tirer parti de la guerre que se livrent les sociétés de téléphonie et les câblodistributeurs.

Le titre de l'entreprise de Québec a bondi du tiers depuis l'annonce, le 9 janvier, d'une explosion des profits et d'une solide hausse des ventes. La conférence annuelle avec les analystes, tenue le lendemain à New York, semble aussi avoir convaincu le marché institutionnel.

« Ils ont fait état de gains de parts de marché et présenté de nouveaux produits, rapporte l'analyste Jeff Osborne, de Marchés mondiaux CIBC. On a un cas de forte croissance. »

L'action a clôturé hier à 8,62\$, en baisse de 23 cents.

Les bons résultats trimestriels du principal concurrent d'Exfo, l'amé-

ricain JDS Uniphase (dont le titre a aussi grimpé ces derniers mois), renforcent la thèse d'une bonne période dans le secteur des tests pour réseaux de télécommunications, ajoute M. Osborne.

« Au Canada comme aux États-Unis, la bataille entre la téléphonie et le câble accélère les investissements des compagnies dans leurs réseaux à large bande », note-t-il.

Exfo occupe une position de leader dans le secteur des tests utilisés lors de l'installation chez les usagers d'équipements de télécommunications, par exemple ceux qui servent au forfait câble-téléphone-Internet de Vidéotron. Elle détient 23 % de ce marché.

Dans un contexte de guerre commerciale et de technologies encore en phase de mise au point, ces tests prennent une importance stratégique, explique M. Osborne.

« Sans eux, les compagnies risquent d'avoir plus d'appels de clients insatisfaits. »

Profitant surtout de la fin des cycles d'investissements techno-

logiques, Exfo a encore le vent en poupe pour un ou deux ans, selon lui.

Outre CIBC, qui fait d'Exfo l'un de ses titres « favoris » pour 2007, d'autres sociétés d'investissement se montrent enthousiastes dans leurs derniers rapports.

La Financière Banque Nationale parle de « l'un des meilleurs paris dans le secteur des moyennes capitalisations au Canada » et la firme américaine Merriman Curhan Ford se dit une « acheteuse agressive ».

Toutefois, au moins un analyste, Chris Umiasowski de TD Newcrest, est plus prudent et maintient une recommandation de « conserver » l'action, parce qu'il doute de la capacité de l'entreprise à atteindre son objectif de croissance des ventes pour 2007, soit 20 %.

Exposée à la guerre des télécoms, Exfo se caractérise aussi par une tradition de croissance par acquisitions et d'innovation.

Elle a d'ailleurs annoncé le lancement d'un produit de plus en matinée hier, un test portatif pour

la télévision par protocole Internet et la télévision à haute définition.

Jeff Osborne croit en son PDG, Germain Lamonde. « C'est lui qui a fondé la compagnie, il en est l'actionnaire majoritaire et il a une très forte vision de l'expansion du portefeuille de produits », dit l'analyste.

Du côté des risques, il relève la vulnérabilité de l'entreprise aux fluctuations sur le marché des télécoms. « Des éléments comme la réglementation et les fusions peuvent toujours retarder les investissements. »

LES MÉTAUX			
		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	2 848,00	2 850,00
	3 mois	2 723,00	2 724,00
	15 mois	2 523,00	2 528,00
CUIVRE (A)	Comptant	5 480,00	5 481,00
	3 mois	5 540,00	5 541,00
	15 mois	5 250,00	5 260,00
PLOMB	Comptant	1 658,00	1 659,00
	3 mois	1 633,00	1 635,00
	15 mois	1 408,00	1 413,00
NICKEL	Comptant	38 600,00	38 650,00
	3 mois	36 500,00	36 550,00
	15 mois	28 375,00	28 475,00
ÉTAIN	Comptant	11 895,00	11 900,00
	3 mois	11 675,00	11 700,00
	15 mois	11 075,00	11 125,00
ZINC	Comptant	3 651,00	3 652,00
	3 mois	3 620,00	3 621,00
	15 mois	3 213,00	3 218,00

Dollars US par tonne métrique
Source : London Metal Exchange

LES RÉSULTATS FINANCIERS

En milliers de dollars

COMPAGNIE	SIÈGE SOCIAL	SECTEUR	DATE, TRIMESTRE	REVENUS			BÉNÉFICE NET			BÉNÉFICE ACT.	
				CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.	VAR. %	CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.	VAR. %	CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.
Canadian National Railway Co. (CNR/TSX)	Qc	Transport/Camionnage	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	1 942 000	1 886 000	3	499 000	430 000	16	0,97	0,80
Haemacore Corp. (HAE/TSX)	Qc	Médical/Produits pharm.	31 oct. - 12 mois Dec. 23 - 1 ^{er} trim.	147	258	-43	-3 011	-1 887	—	-0,08	-0,05
				2 515 000	2 521 700	0	67 900	32 000	112	0,59	0,28

Source : CNW Telbec

À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION. **LEXUS**

« Kaizen » est la philosophie de l'amélioration permanente. Laissez-nous vous montrer comment.

3303 Côte-de-Liesse
Saint-Laurent
514.747.7777
www.gabriel.lexus.ca

5770, Boul. Taschereau
Brossard
450.923.7777
www.prestige.lexus.ca

Lexus Gabriel - gagnant du Prix de l'Excellence Lexus 2005

*Modèle Lexus neuf ES 350 2007 Six A à un PDSF de 42 900 \$. Frais de transport et de préparation (1 775 \$), taxes applicables, immatriculation, enregistrement, taxe sur les pneus neufs et assurances en sus. Terme de location offert par l'entremise de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Offre de durée limitée valide à la location d'un modèle neuf ES 350 2007 Six A. Location basée sur un terme de 48 mois, au taux annuel de 7,5 %. Paiement mensuel de 568 \$ avec acompte de 3 999 \$, frais de transport et de préparation de 1 775 \$, dépôt de sécurité de 500 \$ et premier paiement mensuel exigibles au début du bail. Taxes applicables, immatriculation, enregistrement, taxe sur les pneus neufs et assurances en sus. Kilométrage limité à 96 000. Des frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire s'appliquent. Les concessionnaires Lexus sont libres d'établir les prix de détail et de location à leur discrétion. Une commande au détail pourrait être requise. Voyez Gabriel Lexus ou Prestige Lexus pour tous les détails.